



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025 - N° 1307 - 55^e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Made in France

Le déficit commercial de la France battra un record en 2025 : 43 milliards d'euros à la fin du premier semestre avec une augmentation de 4,4 milliards.

Deux activités essentielles à la souveraineté sanitaire et alimentaire, après avoir longtemps résisté, ont fini par céder : les importations de produits pharmaceutiques en provenance de Chine ont doublé en valeur (1,3 milliard d'euros) entre janvier et juillet 2025 et, pour l'agroalimentaire, hors vins et spiritueux, le déficit se creuse et dépasse désormais la barre symbolique de 10 milliards d'euros. Même si le secteur vinicole permet d'afficher des excédents qui comblent le déficit des autres filières, ceux-ci vont fondre rapidement avec l'instauration par les États-Unis d'une taxe à l'importation de 15 % qu'Ursula von der Leyen a été incapable de contrer.

Le poids du *made in France* dans les exportations mondiales se réduit chaque année : désindustrialisation massive, atrophie de l'appareil exportateur, rapport qualité-prix médiocre. Sur ce dernier point, une étude met en évidence un déficit de compétitivité-prix des produits français, alors même que la compétitivité « hors prix » (qualité perçue, design, services associés, notoriété) est (encore) perçue favorablement.

Ces chiffres, déjà catastrophiques, sont aggravés par ceux de la balance courante (qui agrège les échanges de services et les transferts de revenus), positive au début des années 2000 et déficitaire depuis plus de vingt ans.

Qui osera soutenir que cet effondrement ne doit rien à une monnaie unique surévaluée et à la passivité des « élites » dirigeantes françaises et d'une Union européenne qui ont fait de l'Europe une passoire commerciale ?



SOURCE : WIKIPÉDIA, UNION EUROPÉENNE.

Face au désordre politique et à la colère sociale, le patronat et les milieux d'affaires cherchent le grand parti de droite qui assurerait la stabilité.

LE GOUVERNEMENT LECORNU n'était pas encore formé, que les commentateurs s'interrogeaient déjà sur la possibilité d'une dissolution et sur l'échec d'un nouveau replâtrage qui rendrait difficile, voire intenable, la position d'Emmanuel Macron.

Pour des raisons différentes, le Rassemblement national et La France insoumise ont intérêt à l'accélération du processus électoral. Les autres

partis manœuvrent dans un climat d'autant plus tendu que la révolte sociale commence à animer les rues.

Le patronat, les milieux d'affaires et le parti des rentiers qui compose le bloc central ont besoin d'une grande formation de droite capable de stabiliser la situation politique et de préserver les intérêts des possédants. Le jeune Bardella fera l'affaire. **L'article de B. La Richardais en pages 2 et 3.**

L'étrange royco

Curtis Yarvin imagine une « monarchie » libertarienne et autoritaire qui exerce un dangereux pouvoir de séduction.

CET AMÉRICAIN est un blogueur parvenu à une grande notoriété sur le continent américain. Il aurait influencé Elon Musk, Javier Milei, voire Donald Trump. Il se dit partisan d'une « monarchie éclairée » mais l'éclairage est autoritaire, technocratique, antidémocratique, nettement ploutocratique dans sa volonté de confondre la ri-

chesse économique et le pouvoir politique.

Ces thèses libertariennes et autoritaires feraient sourire si elles ne correspondaient à une tendance profonde du capitalisme contemporain, qui fait émerger entreprises-États et micro-entités au mépris de l'État de droit. **L'article de Nicolas Maxime en page 12.**

Dans ce numéro :

- Page 3 : Accidents du travail.
- Page 4 : La gauche marxiste (2).
- Page 5 : Supprimer la Commission de Bruxelles.
- Page 7 : La cause kurde.
- Page 15 : Charlie Kirk : onde de choc sur l'Amérique.
- Page 16 : Le kholkoze d'Emmanuel Carrère.
- Page 18 : Résistance royaliste : Paul Dugler (1).
- Page 22 : Tartuffe mène le bal.



WIKIPEDIA, PHOTO : JEANNE MENJOLET.

Chronique politique

En attendant Jordan

par B. La Richardais.

Ponctué de manifestations, la lente formation du nouveau gouvernement donne lieu à son lot habituel de tractations. On s'interroge sur une nouvelle dissolution et sur une éventuelle démission d'Emmanuel Macron, tandis que les milieux d'affaires préparent l'arrivée de Bardella.

Sur le bord de la falaise évoquée par François Bayrou, la classe politique a établi ses campements et allumé ses feux. Tous les clans concoctent sans entrain les nouvelles recettes de cuisine qui permettraient de rassembler autour d'une même table les membres du gouvernement.

Choisi par Emmanuel Macron dans le cercle de ses intimes, Sébastien Lecornu n'a pas la tâche facile, comme on le répète du matin au soir dans les médias. Faire de petits cadeaux aux socialistes pour les amadouer sans provoquer la fureur des amis de Bruno Retailleau qui ne sont pas les amis de Laurent Wauquiez, ce n'est en effet pas une mince affaire. La direction du Parti socialiste voudrait bien passer un accord avec Matignon mais elle craint la vindicte de La France insoumise. C'est pour amadouer son chef qu'Olivier Faure a préconisé de décorer les frontons des mairies de drapeaux palestiniens le 22 septembre. Une riche idée – illégale et sanctionnée par une première salve de jugements – qui fera avancer la cause des travailleurs...

Les mélenchonistes misent quant à eux sur une nouvelle dissolution, dans l'espoir d'une confrontation directe avec le Rassemblement national, au second tour d'une présidentielle anticipée, car ils visent la dé-

mission du président de la République. Les souhaits de La France insoumise rejoignent ceux de Marine Le Pen qui cherche à accélérer le calendrier électoral pour éviter que de nouvelles élections aient lieu pendant ou après son procès en appel qui aura lieu en janvier prochain.

C'est comme une veillée d'élection présidentielle, mais l'attente risque de durer deux ans. Deux longues années d'immobilisme.

N'oublions pas Emmanuel Macron, qui a nommé un très proche pour défendre son détestable bilan constitué par sa politique de cadeaux fiscaux et une réforme des retraites imposée avec la brutalité qu'on sait. De cette confusion, émerge une seule certitude : l'intérêt général a déserté les esprits, si tant est qu'il y ait séjourné.

La révolte sociale vient compliquer le jeu politique. Certes, la journée du 10 septembre, lancée sur Internet par le réseau « *Bloquons tout* », a été plus que médiocre dans son résultat. Deux cent mille personnes se sont réunies, des blocages ont eu lieu, mais ni les banques ni les plateformes de type Amazon n'ont été affectées. L'arrêt total, général et illimité du pays a pris fin au soir du premier jour. Les poubelles

en feu et les drapeaux palestiniens brandis n'ont pas fait reculer d'un pouce le capitalisme. La France insoumise, qui s'était proclamée à la pointe du mouvement, en a plutôt étouffé la spontanéité, sans lui donner une dynamique qui lui aurait permis de s'installer dans le paysage national.

Les manifestations organisées le 18 septembre à l'appel de l'intersyndicale ont été beaucoup plus réussies. Environ 700 000 personnes ont défilé, sans être trop gênées par les groupes d'extrême gauche à Nantes et à Lyon. À Paris, lors de la dispersion, les actions de harcèlement des CRS relevaient de l'amateurisme ou de l'abus de substances. On ne donne pas cher de la grande révolution antifasciste si ses troupes de choc sont de tels lanceurs de cailloux – même s'ils sont vêtus de noir. Les grévistes ont été nombreux mais le pays n'a pas été paralysé. Le ministre de l'Intérieur avait prévu un million de manifestants et 8 000 émeutiers ; il a donc finalement pu se féliciter de la faiblesse de la mobilisation – estimée par ses services à 550 000 manifestants seulement – et du faible nombre de grévistes. M. Retailleau a raison de cultiver l'optimisme : c'est une plante très rare qui risque de disparaître dans les prochains mois.

Bardella plutôt que Le Pen. – Toutes catégories confondues, les chefs d'entreprise sont très inquiets. Le pays est à l'arrêt et les services de l'État tournent au ralenti. C'est comme une veille d'élection présidentielle, mais l'attente risque de durer deux ans. Deux longues années d'immobilisme, dans un monde qui se transforme rapidement, dans une société qui recèle des dizaines de points de fracture et de facteurs d'explosion.

Manifestation de l'intersyndicale. La mobilisation du 18 septembre a été globalement réussie : 700 000 personnes ont défilé, généralement dans le calme, bien encadrées par les syndicats.

Les jours du gouvernement Lecornu sont déjà comptés et les partis se préparent avec plus ou moins d'enthousiasme à une nouvelle dissolution. Si aucune majorité stable ne s'en dégage, comme les instituts de sondage le prédisent, la question de la démission d'Emmanuel Macron sera effectivement posée avec la perspective, crédible, d'une victoire du candidat du Rassemblement national à la présidentielle.

Il va sans dire que rien n'est joué mais le Medef et les milieux d'affaires envisagent avec une faveur croissante la victoire de l'extrême droite à des élections législatives anticipées puis à la présidentielle, en 2027 ou en 2026. Le chef du parti des rentiers y était déjà favorable après les élections européennes.

Présentant au *Figaro* le livre qu'il vient de publier – *Palais Bourbonier* (Robert Lafont) –, Wally Bordas explique que « l'un des principaux objectifs de la dissolution était de placer le RN au pouvoir pour le décrédibiliser en vue de 2027 et redorer le blason d'un président de la République sur le déclin ». Alors qu'il s'était posé en chef du « camp progressiste » en guerre contre les nationalistes, Emmanuel Macron serait directement intervenu pour tenter de favoriser des candidats lepénistes.

Le Medef et les milieux d'affaires ne sont pas dans la tactique mais dans la stratégie. À leurs yeux, le Rassemblement national assurerait plus sûrement la stabilité politique et Jordan Bardella s'est déjà posé en loyal gardien des intérêts du capitalisme rentier. Le petit Jordan plutôt que Marine Le Pen, jugée trop à gauche ou en tout cas pas assez libérale. Selon sa pente, le Rassemblement national est appelé à devenir le nouveau parti hégémonique de la droite, par ralliement des restes de la droite libérale – à la suite d'Eric Ciotti – et des débris de la macronie. À la fin de la partie, le peuple lepéniste sera floué, comme naguère le peuple de gauche. ■

Accidents du travail

Travailler pour en vivre... ou en mourir ?

Une vingtaine de jeunes gens de moins de 25 ans sont morts au travail en 2025, particulièrement dans les secteurs du BTP et de l'agriculture, et ce dans un grand silence médiatique.

Seul l'accident de Matis Dugast, 19 ans, décédé en juillet sur un chantier de voirie en Vendée, a donné lieu à des évocations médiatiques dues aux circonstances atroces de ce drame. En mai et juin, trois mineurs sont morts sur leur lieu de stage en entreprise dans un silence assourdissant...

« Je n'ai jamais vu autant de cas en si peu de temps chez les jeunes », alerte Matthieu Lépine, professeur d'histoire, auteur de l'ouvrage *L'Hécatombe invisible* (Le Seuil, 2023), qui recense sur les réseaux sociaux chaque mort au travail et interpelle systématiquement le ministère du Travail. Il déplore l'absence de remise en question des conditions de travail, estimant qu'« une forme de fatalité s'installe autour de la mort au travail, sans jamais en interroger les causes ».

Si la mort de jeunes ou très jeunes provoque une émotion compréhensible, l'hécatombe touche toutes les classes d'âge. On est à plus de deux morts par jour en moyenne. Le régime général de la Sécurité sociale comptabilise 700 morts au travail relevant de celui-ci, mais il y a aussi les travailleurs relevant d'autres régimes – agents publics, agriculteurs, ainsi que les indépendants – qui sont moins bien comptés.

Et la situation ne fait que s'aggraver avec le temps : « Les modifications du Code du travail par les gouvernements successifs n'ont pas arrêté d'affaiblir les droits et protections des salariés, pour faire plaisir au Medef », juge Véronique Labatut, responsable de la CGT des agents de contrôle de l'inspection du travail. Elle cite le décret Rebsamen – du nom du ministre du Travail sous François Hollande, devenu ministre



SOURCE : VECTEEZY, PHOTO : VISIOOT UTHAIRAM.

Chaque jour, en France, deux personnes meurent au travail.

de l'Aménagement du territoire du gouvernement de François Bayrou –, qui a supprimé en avril 2015 la visite obligatoire d'un inspecteur du travail avant d'obtenir une dérogation pour faire effectuer des travaux dangereux aux jeunes travailleurs. « On nous a retiré un pouvoir protecteur, le patron s'autorise lui-même en quelque sorte à déroger à la loi et cette situation peut durer des mois avant qu'on puisse contrôler », affirme la syndicaliste. En cause, le manque d'effectifs, toujours plus criant pour les agents de contrôle : « Nous ne sommes plus que 2 000, pour 21 millions de salariés. »

À partir des considérations ci-dessus, il pourrait être facile de tomber dans le piège d'un simple « durcissement » des règles – indispensables – de sécurité au travail avec à la clé des sanctions alourdies contre les entreprises et les patrons « indignes ». Se limiter à cela ne réglerait rien sur le fond. En effet, de nombreuses TPE-PME sont confrontées, soit directement, soit comme sous-traitantes, à une concurrence sauvage et déloyale due à la mondialisation, à une monnaie unique non dévaluable et à l'absence de protections douanières françaises ou européennes qui les obligent à comprimer toujours plus les coûts pour pouvoir simplement survivre.

Seul un plan d'actions concertées et acceptées par les employeurs s'appuyant sur le donant-donnant (l'État vous protège et vous aide, et vous protégez vos salariés) et assorti de contrôles fréquents offrirait de réelles chances de réduire ce fléau social et humain... ■

LOÏC DE BENTZMANN.

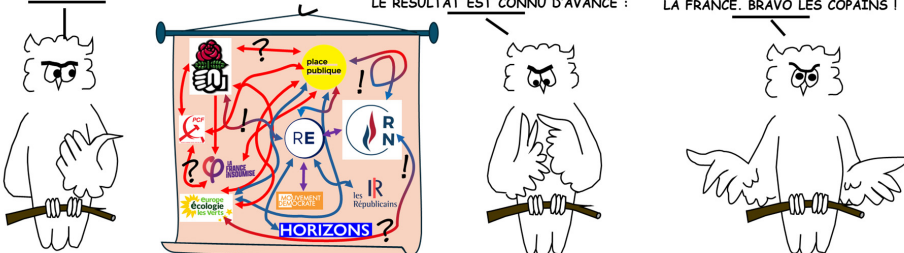
► Source : « Deux mois qu'on pleure, qu'on ne mange plus » : une marche blanche pour Matis Dugast, mort au travail à 19 ans. Site Mediapart.

Sur le mur de Jean Chouan

ET ALLEZ, C'EST REPARTI POUR LES PETITES TAMBOUILLES POLITIENNES PITTOYABLES ENTRE « AMIS » POUR GARDER LE POUVOIR.

SI J'AI BIEN COMPTÉ, ILS SONT AU MOINS 10 À VOULOIR ÊTRE CALIFÈ À LA PLACE DU CALIFE ! EN TOUT CAS, LE RÉSULTAT EST CONNU D'AVANCE :

...EN PENSANT ASSURER LA STABILITÉ DU PAYS, ON VA FINIR PAR APPELER LE RN POUR QU'IL VIENNE SAUVER LE MEDEF LA FRANCE. BRAVO LES COPAINS !



Que reste-t-il des courants politiques ?

La gauche marxiste en France (2)

Indubitablement, le congrès de Tours constitua un tournant majeur dans l'histoire de la gauche. De là naquit un parti politique qui se voulut le plus fidèle possible à l'héritage marxiste: le Parti communiste français.

Au départ, les deux temps de la révolution russe suscitérent des réactions diamétralement opposées chez moult socialistes français: autant la révolution de Février les enchantait, autant la révolution bolchevique d'Octobre les effraya. Sans doute étaient-ils rebutés par le tropisme autoritaire des communistes russes. Plus fondamentalement, désormais favorables à l'Union sacrée, les ténors de la SFIO fustigèrent la signature d'une paix séparée entre Russes et Allemands – une aubaine pour Berlin qui put désormais concentrer toutes ces forces sur le front occidental. Cependant, du discrédit à l'idolâtrie, il n'y a parfois qu'un pas: lors du congrès de Tours de décembre 1920, une large majorité de la SFIO se rallia aux 21 conditions exigées par Lénine en vue d'adhérer à la Troisième Internationale. Montée en puissance du pacifisme, espérance révolutionnaire, propagande soviétique de haut vol: telles furent les causes du tournant philo-bolchevique.



Thorez lors du X^e congrès du PCF en 1945. Le courant révolutionnaire rassemblait alors 28 % des électeurs.

Dès lors, les vainqueurs du congrès fondèrent le Parti communiste français (PCF), tandis que Léon Blum fit office de chef de file des minoritaires restés fidèles à la « vieille maison ». La guerre fratricide débuta; les communistes tirèrent les premiers. Appliquant scrupuleusement les diktats de l'Internationale communiste, le PCF adopta dès 1928 la ligne « classe contre classe » qui désignait les socialistes comme l'ennemi des ennemis, quitte à les assimiler à des « social-fascistes ». Or, la constitution du Front populaire en 1936 vint rebattre les cartes. Contrairement à une idée reçue, cette alliance inédite entre radicaux, socialistes et communistes ne résulta pas uniquement de la fièvre antiparlementaire du 6 février 1934, mais également d'une injonction stalinienne intimant aux communistes français de se joindre à l'ensemble des forces politiques hostiles à l'expansionnisme hitlérien. Seulement voilà: les radicaux, de plus en plus hostiles aux avancées sociales, participèrent à la chute du gouvernement Blum. De leur côté, socialistes et communistes tentèrent de rester en bons termes. Le coup de tonnerre du pacte germano-soviétique en décida autrement.

La politique au crible

■ **Contre-emploi.** – Nous ne regretterons pas Bayrou ni ses sermons cherchant à culpabiliser les Français sur l'état catastrophique des finances publiques, alors que tout le monde sait maintenant qu'il est le résultat de la ruineuse politique de Macron. En revanche, nous déplorons la nomination de Lecornu. Que vient-il faire dans cette galère? Lecornu a été un honnête ministre des Armées; il risque de sauter au premier coup de vent, alors qu'il aurait pu continuer son travail utile. On parle de Jean-Louis Thiériot pour le remplacer aux Armées, ce qui serait un bon choix s'il n'était pas condamné au même sort. Alors que la défense a besoin de stabilité.

■ **Fête de l'Humanité.** – Ils étaient tous là, les socialistes, les écologistes, les insoumis, au grand raout du PC, y compris Ruffin qui voisinait avec son ex-camarade Mathilde Panot. Fabien Roussel, qui a la satisfaction un peu facile, s'en est félicité. En oubliant de mentionner les propos peu amènes échangés à la tribune par une gauche qui se déteste copieusement et le concert de sifflets, orchestrés par LFI, à l'encontre d'Olivier Faure.

■ **La liste de courses du PS.** – Le même Faure qui, sortant de son entretien avec Lecornu, le 17 septembre, s'est déclaré déçu par les silences du Premier ministre. Et pourtant le PS avait mis beaucoup d'eau dans son vin en présentant sa liste de propositions: une pincée de taxe

De cette décision, le PCF fut le premier surpris; il hésita un temps, puis fit sienne la rhétorique moscovite de la « guerre impérialiste ». S'ensuivit la période la plus noire de son histoire. Nuance de taille: s'il n'entra officiellement en résistance qu'à partir de l'opération Barbarossa de 1941, on ne saurait oublier l'engagement individuel de militants communistes qui – à rebours de Maurice Thorez faisant une escapade touristique à Moscou – figurèrent parmi les résistants de la première heure. En définitive, le « parti des fusillés » sortit auréolé de la Seconde Guerre mondiale. Ce fut le moment des grandes conquêtes sociales d'après-guerre; Ambroise Croizat poursuivit l'œuvre engagée par les gaullistes dès 1945, mais en 1947 advint la Guerre froide qui aboutit à son écartement de tout gouvernement. Et pourtant le « premier parti de France » se maintint à flot. Mainmise sur la CGT, bastions électoraux impreunables – tels que ceux de la « ceinture rouge » –, édicteur d'une contre-société, soutien d'une partie de l'intelligentsia: autant d'atouts qui lui assurèrent de beaux jours. Les premiers signes d'essoufflement n'apparurent qu'à l'orée de la V^e République. ■

LÉON LETELLIER.

Zucman (au lieu du démantèlement de la politique de l'offre macroniste, ce qui aurait fâché le patronat), la suspension pour un an de la réforme des retraites et quelques injonctions concernant les salaires et l'écologie. En bref, rien de quoi mettre fin à la crise financière.

■ **La masse de nos armées.** – Le rapport sur le format des Armées présenté le 11 juin dernier à la commission de la Défense de l'Assemblée par les députés Thomas Gassilloud et Damien Girard n'a pas retenu l'attention alors qu'il contient de nombreuses pépites, notamment le constat que la montée en puissance technologique de nos forces, au cœur de l'actuelle LPM, ne remplacera jamais la masse. C'est moins d'innovation que d'effectifs et d'équipements de base (chars, avions, navires) dont l'armée française manque cruellement. Nous le disons ici même depuis longtemps, mais pour cela il faut faire tomber « le mur de l'argent » sur lequel Bercy monte la garde.

■ **Décentralisation.** – Sans doute sous la pression des LR, qui comptent peu de députés mais beaucoup d'élus locaux, Lecornu vient d'annoncer un nouveau Grand Soir de la décentralisation. Comme s'il avait le temps, le pauvre homme, de s'attaquer à un pareil sujet! Ce que l'on attend d'abord de ce gouvernement provisoire, c'est qu'il poursuive sans heurts le dialogue sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et qu'il s'attaque sérieusement à la vie chère dans nos territoires d'outre-mer.

HUBERT DE MARANS.



Ursula von der Leyen. Le rôle de sa Commission est de plus en plus contesté.

SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO: DATI BENDO

Inflation Reduction Act pour relocaliser leur industrie et que la Chine protège ses filières technologiques clés, la Commission reste arc-boutée sur les dogmes de la concurrence « libre et non faussée ». Elle interdit par exemple les concentrations industrielles européennes sous prétexte de concurrence intra-européenne, au lieu de penser en termes de compétitivité globale. Ce manque de vision stratégique participe au décrochage économique de l'UE. L'UE ne maîtrise plus ses approvisionnements critiques (comme les terres rares ou les semi-conducteurs) ni ses infrastructures numériques. La Commission a été incapable de promouvoir des champions européens dans les domaines-clés comme le *cloud*, l'intelligence artificielle ou l'énergie.

Pour une Europe des nations souveraines : vers une alternative confédérale. – Face à cet échec structurel, il faut reconstruire l'Europe sur un modèle confédéral, respectueux des souverainetés nationales : une Europe des nations.

Dans ce cadre, chaque État demeure pleinement souverain, maître de ses lois, de ses frontières, de ses choix économiques. La coopération européenne se fait sur la base de grands projets stratégiques, décidés d'un commun accord entre les gouvernements, en fonction de leurs intérêts partagés. L'exemple d'Airbus est éclairant : né en 1970 d'une initiative franco-allemande, avec l'Espagne et le Royaume-Uni, ce géant de l'aéronautique est devenu un fleuron mondial sans passer par la Commission. De même, les projets comme Ariane Espace, Galileo (système GPS européen) ou ITER ont été lancés hors du cadre rigide de la Commission, par coopération interétatique volontaire.

Dans ce nouveau modèle, le Conseil européen (qui réunit les chefs d'État et de gouvernement) dirige les projets menés en commun, selon une logique confédérale et la Commission est supprimée. Ses fonctions législatives sont réparties entre un Parlement européen renforcé, et un Conseil des nations, regroupant les représentants des parlements nationaux. Ce bicamérisme européen garantirait à la fois légitimité populaire et respect des souverainetés. Les décisions communes sont prises sur des bases consensuelles et soumises *in fine* à un vote démocratique.

Enfin, toute décision majeure – en matière commerciale, migratoire, monétaire – devrait être validée par référendum, nation par nation. Ce retour aux peuples est la seule garantie d'une légitimité durable et d'une relance du projet européen sur des bases démocratiques.

Vérolée, la Commission européenne n'est plus réformable. Elle est devenue un carcan idéologique et une menace pour la souveraineté des peuples. Démanteler cette structure, ce n'est pas abandonner l'Europe : c'est la sauver, en revenant à une coopération confédérale entre nations libres, au service de leurs citoyens. ■

Chronique de l'UE

L'Europe sans la Commission

par Aymeric Daran.

Institution technocratique et idéologisée, la Commission européenne est l'un des moteurs du déclin de l'UE. Pour sauver l'Europe, il faut d'abord se libérer de cette structure post-démocratique.

Depuis des décennies, la Commission concentre des pouvoirs qu'elle s'arroge de plus en plus en outrepassant son mandat, sans jamais en assumer la légitimité démocratique, principalement au profit de l'État germanique. Cet état de fait s'est amplement accentué sous la présidence d'Ursula von der Leyen, l'exemple le plus probant étant l'accord commercial trouvé cet été entre Donald Trump et la présidente de la Commission. L'obligation de consulter le Conseil avant la signature reste opaque tandis que Friedrich Merz déclarera plus tard être « soulagé » par cet accord...

Présentée comme une garante de l'unité, la Commission s'est muée en organe centralisateur, imposant des normes, des directives et des choix économiques qui contredisent les volontés populaires et les besoins tangibles des États membres. Tandis que le monde change, Bruxelles reste figée dans une logique technocratique et idéologisée, coupée du réel. Pour sauver une Europe en déclin, il faut supprimer la Commission.

Une technocratie hors-sol et idéologisée.

– La Commission européenne se présente comme garante de l'intérêt général européen. En réalité, elle incarne une dérive post-démocratique : ses membres, non élus, sont nommés à la suite de tractations entre États membres et groupes politiques européens, échappant totalement au suffrage universel. Ursula von der Leyen, par exemple, n'était pas la candidate tête de liste de son parti en 2019. Elle a été imposée à la suite d'un compromis opaque,

court-circuitant le processus du *Spitzenkandidat*.

Cette opacité sert un projet idéologique. La Commission agit comme un moteur du néolibéralisme en Europe, imposant depuis Maastricht une logique de libéralisation, de concurrence, de discipline budgétaire – souvent en contradiction avec les besoins sociaux et économiques des États. L'article 106 du TFUE, par exemple, impose aux services publics de respecter les règles de la concurrence, limitant leur protection par les États.

Le cas grec illustre cette logique. En 2015, alors que le peuple grec rejette massivement par référendum les plans d'austérité dictés par la troïka (dont la Commission faisait partie), cette dernière impose un plan encore plus sévère. Le ministre des Finances Yánis Varoufákis a qualifié la Commission de « machine post-démocratique » écrasant les choix populaires. Propos qui seront confirmés par Jean-Claude Juncker, alors à la tête de la CE : « Il ne peut y avoir de choix démocratique face aux traités européens. » On ne peut être plus clair.

Une absence de vision géopolitique qui condamne l'UE au déclin.

– L'un des angles morts les plus graves de la Commission est son incapacité à intégrer la géopolitique dans la conduite des affaires économiques. Obnubilée par l'orthodoxie budgétaire et la sacralisation du marché, elle n'a jamais conçu l'économie comme un levier stratégique dans un monde multipolaire. Pendant que les États-Unis déploient le

Sur le front paysan

Contre le Mercosur

Le mauvais traité. – La Commission européenne a présenté, mercredi 3 septembre, son projet d'accord avec les pays du Mercosur, la communauté des pays d'Amérique du Sud. Il doit désormais être ratifié par le Parlement européen et les États membres. C'est l'aboutissement d'un processus qui inquiète de longue date les agriculteurs français, effrayés à juste titre de l'importation de viande et d'autres produits désormais exemptés de droits de douane. Des concessions censées permettre d'exporter des produits industriels, à commencer par les automobiles allemandes.

La production de viande bovine au Brésil, par exemple, pose une série de problèmes. Sur le plan social, les salaires des ouvriers agricoles brésiliens sont souvent misérables. Sur le plan environnemental, l'agriculture extensive favorise la déforestation de l'Amazonie, comme le dénoncent de nombreuses ONG. Sur le plan sanitaire, les contrôles sur le respect des normes européennes censées protéger les consommateurs sont aléatoires.

Pour freiner la colère des agriculteurs, la Commission européenne promet des clauses de sauvegarde pour certains secteurs (bovins, volailles, sucre, éthanol). « *Mais ces garanties restent floues, sans calendrier précis ni mécanismes de protection concrets* », regrette la Coordination rurale dans un communiqué. Ce syndicat agricole reproche également aux autorités françaises leur passivité dans ce dossier très sensible.

Mobilisation paysanne. – Quelque peu bousculée par la Coordination rurale lors des élections professionnelles agricoles du mois de janvier dernier, la puissante FNSEA tente de remobiliser ses troupes en appelant à des actions dans la France entière le vendredi 26 septembre, comme l'a annoncé le 14 septembre son président Arnaud Rousseau dans les colonnes du *Journal du dimanche*. Cette forteresse syndicale ébranlée espère ainsi mettre la pression sur le nouveau gouvernement, au sein duquel on ne sait pas, à l'heure où nous rédigeons ces lignes, si l'actuelle ministre en charge de l'Agriculture, Annie Genevard (LR), sera reconduite rue de Varenne par Sébastien Lecornu.

Le mécontentement des agriculteurs français a des sources multiples, mais l'accord de libre-échange conclu par la Commission européenne avec les pays du Mercosur, sans réelles garanties, polarise la colère du monde paysan, tout comme l'importation massive de volailles et d'œufs ukrainiens depuis le début du conflit déclenché par la Russie. De leur côté, la Coordination rurale et la Confé-

dération paysanne mènent des actions ponctuelles depuis la fin du mois d'août. Elles reprochent à la FNSEA de ne pas condamner par principe les accords de libre-échange et de se limiter à en déplorer les conséquences. Les trois organisations rivales se retrouvent néanmoins derrière un mot d'ordre commun : sauvegarder la souveraineté alimentaire française. ■

JEAN BONGRAIN.

Taxe Zucman

Une fausse solution

Depuis quelques mois, une proposition de loi est débattue dans les médias et au Parlement visant à taxer le patrimoine des ultra riches : il s'agit de la taxe Zucman, imaginée par l'économiste du même nom.

Concrètement, cette taxe viserait à imposer à hauteur de 2 % l'ensemble des patrimoines de plus de 100 millions d'euros ; elle concernerait 1 800 foyers et devrait rapporter 20 milliards par an.

Cette proposition, portée par la gauche, se heurte néanmoins à de nombreux obstacles. Tout d'abord, juridique, puisqu'une telle taxe pourrait être censurée par le Conseil constitutionnel au nom du principe d'égalité devant l'impôt : elle ne concernerait que quelques milliers de foyers fiscaux. Il ne faut pas non plus sous-estimer le risque de double taxation, ni le risque de contentieux avec l'UE au nom de la libre circulation des capitaux.

Ensuite, les obstacles sont politiques puisqu'une telle réforme se heurterait à l'opposition des classes dirigeantes et du patronat, ces derniers invoquant la possibilité d'un exil fiscal, de perte d'investissements et de fuite des capitaux. Enfin, le dernier obstacle est économique puisque, dans une France exposée aux quatre vents de la mondialisation, les ultra-riches disposent de moyens considérables pour contourner ou minimiser leur imposition, ce qui réduirait considérablement les recettes attendues.

La taxe Zucman repose par ailleurs sur un postulat erroné concernant l'origine des richesses. La gauche a abandonné l'idée d'agir sur les moyens de production au profit d'une approche rawlsienne de la justice sociale, où l'État se contente de corriger les inégalités après coup (1). Cette vision vise à faire croire que la richesse est créée par les capitalistes, alors qu'elle est en réalité produite par le travail des salariés.

Taxer les grandes fortunes détourne ainsi l'attention de deux problèmes centraux : le démantèlement de la ruineuse politique de l'offre instituée par Macron, à l'origine de nos déficits et de notre surendettement ; la participation effective des travailleurs à la gestion des entreprises pour permettre une véritable répartition des richesses dès leur production et assurer que les fruits du travail profitent directement à ceux qui les génèrent, plutôt qu'une redistribution artificielle et inefficace a posteriori. ■

NICOLAS MAXIME.

(1). Voir Nicolas Maxime, « Les errements de la gauche », *Royaliste* n° 1284, 25 septembre 2024.

Échos de Bruxelles

■ **Discours d'Ursula von der Leyen :**

la diagonale du vide. – Le mercredi 10 septembre, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a prononcé son cinquième discours sur l'état de l'Union devant le Parlement européen. Dans un contexte politique tendu, après l'accord commercial désastreux trouvé cet été avec Donald Trump, Ursula von der Leyen est restée droite dans ses bottes pour défendre cet accord et a assuré que l'Europe resterait intransigeante sur la législation environnementale et numérique. Il faut avouer que son culot ne manque pas de sel... Utilisant un vocabulaire résolument martial, elle a exposé comment l'UE doit se préparer à un éventuel conflit militaire avec la Russie en appelant à des dépenses de défense (programme SAFE de 150 milliards d'euros) et confirmé le soutien de l'UE à l'Ukraine en proposant un plan de 6 milliards d'euros par le gel des avoirs russes. Pour Ursula von der Leyen, de telles réformes confirmeraient

son projet d'une Union européenne de la défense, qui est la porte ouverte à la suppression de la souveraineté des pays membres. Aussi, en matière de politique étrangère et de sécurité, Ursula von der Leyen souhaiterait assouplir l'exigence des décisions prises à l'unanimité afin de contourner le veto d'un État. Enfin, la présidente de la Commission a ainsi annoncé la création d'un « Centre européen pour la résilience démocratique » et la mise en place d'un « bouclier européen pour la démocratie », sans donner plus d'explications, ce qui permettrait à la Commission de s'immiscer dans les décisions intérieures des nations membres. Par l'utilisation de la novlangue, Ursula von der Leyen tente de masquer l'infaisabilité de ses grandes déclarations qui butent sur les exigences des traités européens et de ses handicaps intrinsèques (budgets, prérogatives nationales, divergences des 27, etc.). Seule reste la certitude de la soumission de l'UE envers les États-Unis, tandis que von der Leyen poursuit, en creux, son projet de fédéralisme qui ne dit pas son nom.

A. D.

Combattantes du Parti de l'union démocratique kurde en Syrie. Elles ont mené une guerre exemplaire contre l'État islamique.

SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: KURDISHSTRUGGLE.



Moyen-Orient

L'allée des Peshmergas

par Yves La Marck.

La cause kurde est en voie de normalisation, d'abord en Irak, puis en Turquie après l'abandon de l'idée d'indépendance et de la lutte armée comme moyen d'action. Les conséquences pour la Syrie seront plus délicates à gérer.

D'Irak. – Le long de la Seine, face à la tour Eiffel, l'une des allées du parc André-Citroën a été dénommée « *Allée des Peshmergas* », et une plaque précise : « *En hommage aux combattants kurdes.* » De quels combattants ? Dans quelle guerre ? L'ambiguïté n'est pas levée. La présence à l'inauguration le 5 septembre, aux côtés de la maire de Paris, de Massoud Barzani, en pantalon bouffant, la tête entourée d'un turban rouge et blanc, manifestait qu'il s'agissait du Kurdistan irakien dans sa lutte contre Saddam Hussein puis contre l'État islamique à Mossoul. Les Kurdes d'Irak y avaient gagné en 2003 un statut d'État autonome tout en obtenant, selon la Constitution nationale, le poste de président de la République d'Irak. Le 25 septembre 2017, Massoud Barzani avait voulu forcer le sort en organisant un référendum sur l'indépendance plébiscitée par plus de 90 % des votants, mais mal lui en prit. L'armée irakienne et la pression internationale l'obligèrent à reculer. Il abandonna le poste de Premier ministre du « *gouvernement régional du Kurdistan* » (GRK) à son fils et la présidence du parlement kurde à son neveu. La cérémonie parisienne revêtait un certain air de nostalgie. On rendit hom-

mage à Danielle Mitterrand, sans rappeler que la militante, devenue première dame puis présidente de France Libertés, avait été solidaire de la lutte engagée en Turquie par le Parti kurde des travailleurs (PKK), créé sur un mode stalinien en 1978, insurrectionnel à partir de 1984 et bientôt déclaré terroriste (jusqu'à maintenant).

En Syrie, les forces kurdes ont la garde des immenses camps de prisonniers djihadistes. Un conflit sèmerait un dangereux chaos qui n'épargnerait personne dans la région et au-delà.

D'Anatolie. – Son fondateur, Abdullah Öcalan (Apo), d'abord basé à Damas de 1979 à 1998, fut arrêté au Kenya en 1999 et emprisonné depuis dans l'île d'Imrali en mer de Marmara. Le 27 février 2025, entouré des responsables du parti d'opposition pro-kurde HDP, il a lu une déclaration solennelle où il rejette son analyse marxiste initiale pour reprendre une vision plus communaliste. Il déclarait officiellement renoncer à la lutte armée. En mai, le PKK a prononcé sa propre dissolution ; en juillet, le désarmement de ses

combattants réfugiés au nord du Kurdistan irakien a commencé après un accord trilatéral entre Ankara, Bagdad et Erbil. Les calculs de la présidence turque sont de deux ordres : à l'intérieur, l'AKP, le parti de Recep Erdoğan, a besoin d'une fraction du vote kurde et de l'appui des élus kurdes au Parlement pour réformer la constitution et se maintenir au pouvoir ; à l'extérieur, il lui faut affaiblir le principal parti kurde de Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD), qui, contrairement aux Kurdes irakiens, est une branche du PKK turc, soumise à Öcalan.

De la Djézireh. – Les Kurdes syriens sont les moins nombreux (deux millions selon le dernier recensement datant de 2004, sur treize millions d'habitants) parmi un total estimé à plus de 40 millions (20 en Turquie, 8 en Iran, 8 en Irak). Ils n'avaient guère fait parler d'eux avant 2011. Ils se sont soudain retrouvés en première ligne face au déferlement djihadiste entre Tigre et Euphrate, « *frères d'armes* » des armées de la coalition anti-Daech. Initialement confinés dans le coin nord-est du pays, avec Qamichli pour capitale, ils ont acquis le contrôle du tiers du territoire, la totalité de la Djézireh, riche en pétrole et en céréales, organisé en territoire autonome, le Rojava (Djézireh en kurde), transférant sa capitale à Raqqa, ex-QG des djihadistes sur l'Euphrate. Cela s'est passé sous l'ère de Bachar el-Assad. Le brusque renversement du régime et l'avènement inattendu d'Ahmed al-Charaa le 8 décembre dernier ont bouleversé la donne. Les Kurdes avaient pris les devants en renonçant à une forme d'utopie dûment saluée en Occi- ▶

► dent comme un contre-modèle d'islam laïque, pour adopter un nouveau sigle plus politiquement correct : Aanes (Administration autonome du Nord-Est syrien). En effet, ils n'ignorent pas que la majorité de la population de la zone sous leur contrôle n'est pas kurde mais arabe. 70 % des FDS (Forces de défense syriennes) seraient arabes. La partie orientale (Deir ez-Zor) est le territoire historique des grandes confédérations bédouines, comme les Chammar, à cheval sur la Syrie, l'Irak et l'Arabie saoudite. Face au retour d'un gouvernement arabe sunnite à Damas, après plus de soixante ans, leur position change du tout au tout.

Les défis syriens. – La démographie de la Syrie n'est pas celle de l'Irak. L'Irak comprend trois grands groupes de population dont les chiites sont les plus nombreux alors que le pouvoir sous Saddam Hussein reposait sur une très étroite base clanique arabe sunnite. La Syrie a une majorité claire arabe sunnite alors que le pouvoir des Assad était issu d'une petite minorité alaouite. Le nouveau pouvoir est fragile de par son origine djihadiste (al-Nosra, branche d'Al-Qaïda, après avoir rompu avec l'État islamique), de par les exodes de population (majoritairement arabe sunnite, ce qui réduit son assise), mais aussi de par l'héritage de soixante années de dictature du clan Assad. Des exactions ont été commises contre les alaouites, mais aussi les Druzes, et des chrétiens s'inquiètent.

Le plat de résistance est néanmoins constitué des Kurdes qui disposent de forces militaires particulièrement aguerries. Damas a noué des accords de sécurité avec Ankara. 400 000 réfugiés sur les quelque 2,7 millions accueillis en Turquie sont en phase de retour. La frontière si disputée avec les Kurdes est partiellement ouverte. De leur côté, les Américains, qui disposent encore d'une base d'un millier d'hommes, côté kurde, ne serait-ce que parce que des noyaux djihadistes y sont toujours dispersés, encouragent la conclusion d'accords amiables avec Damas. Une conférence était prévue à Paris le 9 août, mais al-Charaa a rejeté au dernier moment toute idée d'internationalisation du problème qu'il entend traiter en Syrie même. Un fédéralisme à l'irakienne n'a pas de sens pour la Syrie. Un confessionnalisme à la libanaise non plus. Une nouvelle guerre civile serait catastrophique.

Les forces kurdes ont la garde des immenses camps de prisonniers djihadistes dont celui d'Al-Hol qui regroupe plus de trente mille personnes, en majorité des femmes et des enfants. Un conflit, avec la fuite d'une partie de celles-ci, la solidarité entre d'anciens ou ex-djihadistes, sèmerait un dangereux chaos qui n'épargnerait personne dans la région et au-delà. L'affrontement n'est toutefois pas exclu, ne serait-ce que si l'on se réfère aux troubles de Soueïda entre Druzes et « bédouins » arabes que l'armée régulière – en cours de

reformation à partir des milices – n'a pas su gérer. Occasion qu'Israël n'a pas manqué d'exploiter.

Israël se prémunit naturellement contre la résurgence de pouvoirs arabes sunnites unitaires à ses frontières. Reprenant la politique traditionnelle des empires, du « *diviser pour régner* », l'État hébreu a toujours su attiser les minorités. À ce titre, les Kurdes sont regardés comme des alliés potentiels. Les Américains, au temps de la seconde guerre en Irak, avaient également joué la carte kurde. Leur consulat à Erbil est l'un des plus imposants de la région.

L'importante minorité kurde d'Iran n'est pas oubliée. Elle s'est rappelée à notre souvenir avec la mort de l'étudiante Mahsa

Jina Amini, victime de la police des mœurs pour tenue « *inappropriée* ».

Pour autant, le Kurdistan iranien qui a manifesté sa colère ne l'a pas fait sur une base identitaire, mais de simple humanité. Même majoritairement sunnite, la population kurde partage une culture qui transcende les frontières. Sans prétendre à un État-nation, elle tire ses origines du peuple iranien, communiant dans la fête de Norouz et parlant une langue de la famille indo-européenne. Les Kurdes possèdent une identité multiséculaire qui a résisté aux dures épreuves du temps. Leur résilience n'a pourtant jamais eu d'égale que leur désunion, ce qui les a empêchés de construire un projet national transfrontières. ■

Europe

La Bulgarie et l'euro

L'adhésion de la Bulgarie à l'euro, prévue pour le 1er janvier 2026, s'inscrit dans un climat de fortes tensions internes et sur fond de rivalité exacerbée entre la Russie et l'Union européenne.

Le 1^{er} janvier 2026, la Bulgarie deviendra le 21^e État à adopter l'euro. Le 4 juin, la Banque centrale européenne a donné son accord et la Commission européenne s'est empressée d'annoncer que la Bulgarie remplissait les conditions pour adopter la monnaie dite unique. Les épargnants bulgares ont commencé à se débarrasser de leurs économies en léva, surtout celles soigneusement gardées hors des banques. Celles-ci seraient comprises entre 3 et 60 milliards de léva c'est-à-dire entre 1,5 et 30 milliards d'euros. Mais au dire du journal de *Sofia Tchassa 24*, repris par *Courrier international*, c'est une grande partie de l'argent

de l'économie grise qui serait convertie en euros. Les banques bulgares affirment cependant qu'au-delà d'une certaine somme, les fonds en liquide déposés doivent faire l'objet d'une justification. Quant au gouvernement, il soutient que la transition vers l'euro se fera en douceur, la devise bulgare pouvant être utilisée conjointement à l'euro pendant un mois. Et pendant six mois, aucune commission ne sera exigée par les établissements bancaires lors des opérations de change.

En juin 2025 l'euro-baromètre annonçait pourtant que 50 % de Bulgares sont réticents à l'égard de l'euro. Cela s'inscrit dans une défiance de l'opinion à l'égard des pouvoirs publics et des élites économiques, qui se traduit par une faible participation électorale et par l'exil. Le pays a perdu plus de 2 millions d'habitants depuis 2023. Beaucoup se montrent sensibles aux discours sur la crise inflationniste qui aurait été provoquée en Croatie en 2023 par le passage à l'euro. En juin et juillet, des milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Sofia, parfois de manière violente. Au Parlement, l'extrême droite s'est emparée du combat contre l'euro et



Le Premier ministre bulgare Rosken Jeliazkov. Il fait face à une forte opposition contre le passage à l'euro.

SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : GOUVERNEMENT BULGARE.

en détient aujourd'hui le monopole, les partis de gauche regroupés au sein de la coalition BSP-Gauche unie se ralliant à la devise européenne par principe européiste ou internationaliste. Le président de la République a apporté un soutien inattendu au combat anti-euro en proposant un référendum sur le sujet de l'adhésion, proposition rejetée par le gouvernement naturellement. Serait-il un dangereux agent pro-russe tapi dans l'ombre ?

Reste qu'avec un PIB équivalent à 64 % de la moyenne européenne, la Bulgarie va être le pays le plus pauvre de la zone euro. Malgré des finances saines, l'économie bulgare souffre, au dire même de la Banque centrale européenne, d'un fort degré de corruption et de l'action de la mafia. En octobre 2023, le Groupe d'action financière (GAFI), une organisation intergouvernementale, avait inscrit la Bulgarie sur sa liste grise. Mais il faut à tout prix ancrer la Bulgarie dans l'UE, et ce d'autant plus que, même si le désamour à l'égard de la Russie s'est accru avec la guerre en Ukraine, il n'y a pas de majorité dans l'opinion en faveur d'un alignement sur les positions de l'Union européenne et de l'OTAN (pour autant, le gouvernement bulgare exporte des armes en Ukraine, par le biais de pays tiers). Toute la façade orientale de l'Union européenne est donc une zone d'affrontement entre l'UE, l'OTAN et la Russie. ■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

Le prince des ténèbres

La révocation de l'ambassadeur du Royaume-Uni aux États-Unis, Peter Mandelson, le 11 septembre, avec effet immédiat, soit cinq jours avant la visite d'État du président Trump à Windsor, a fait l'effet d'une bombe outre-Manche. La presse se déchaîne, tous camps confondus. Le libéral *The Guardian* se souvient avoir été à l'origine de la première « chute » de Mandelson en révélant, en 1998, qu'il avait bénéficié d'avantages pour une acquisition immobilière. Cette fois, son éditorial dénonce une diplomatie à courte vue qui, pour gagner les grâces de Trump, a sous-estimé le risque présenté par l'homme associé à toutes les dérives depuis l'avènement du *blairisme* dont il fut l'un des artisans dès 1985, lorsqu'il reçut des médias le titre de « prince des ténèbres ».

L'hebdomadaire de gauche *The Statesman* s'en prend à « l'enchantement mutuel de l'argent et du pouvoir politique » qui a détruit les réputations ici et ailleurs. « Cet homme est dangereux », il est dans sa nature de se venger. Starmer a « sacré » Mandelson mais celui-ci, comme dans



Lord Peter Mandelson. Ex-ambassadeur britannique aux États-Unis.

Hamlet, est capable de le faire tomber à son tour. La manière brutale de son licenciement – il avait refusé de démissionner – en a fait un ennemi déclaré. Nous assisterions en réalité à une lutte au couteau au sein même du Parti travailliste entre une droite (blairiste) et une gauche douce (*soft left*). Quelques jours plus tôt, Starmer avait dû se séparer de sa Vice-Premier ministre incarnant l'aile gauche, en profitant pour procéder à un large remaniement avec un changement de ministre des Affaires étrangères.

La presse conservatrice s'inquiète des répercussions sur les relations privilégiées avec les États-Unis, tant Starmer avait si bien réussi – avec l'aide de Mandelson – à bien convenir Trump et à s'affirmer par rapport aux pays européens, notamment en termes de droits de douane. On se souvient de la danse du paon de Starmer, cet été, dans les golfs privés écossais du magnat américain. A quelques jours de la visite d'État à l'invitation du roi Charles III, arme fatale dégainée par Starmer dès février lors de son premier oral dans le bureau ovale de la Maison Blanche, le risque est que l'affaire Epstein éclipse le triomphe du Roi-Soleil. N'ayant pas été prévenu, Trump a été mis devant le fait accompli alors qu'il pourrait en être éclaboussé, puisque son nom figure dans le même livre de compliments pour le 50^e anniversaire du pédocriminel en 2003, ce qui fut révélé par une commission de la Chambre des représentants et la chaîne Bloomberg TV.

Comment Starmer pouvait-il l'ignorer en procédant à la nomination hors normes de Mandelson ? Le risque avait sans doute été sous-estimé, les faits remontant à plus de vingt ans – ignorant d'autres, plus récents. Or, comme l'écrit le quotidien conservateur *The Telegraph*, « comment pouvait-on imaginer que le roi puisse recevoir Mandelson durant la visite d'État quand son propre frère (le prince Andrew) a été déchu de ses fonctions pour ses relations avec le même Epstein ? ». ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **Argentine.** – « Une panique politique s'empare du marché », a déploré le président Milei en réaction à la dépréciation du peso de 12 %, nécessitant l'intervention de la banque centrale. Par ailleurs, sur le plan politique, Milei a dû essuyer le rejet par les députés de son veto sur des lois de financement de l'Université publique et d'un grand hôpital pédiatrique. Cet échec a été applaudi par de vastes manifestations, le 17 septembre, dans les rues de Buenos Aires.

■ **Estonie.** – Quelques jours après le survol des territoires polonais et roumains par des drones-leurres russes, l'Estonie a demandé le 19 septembre l'ouverture de consultations entre alliés, sur le fondement de l'article 4 de la charte de l'OTAN, invoquant la violation de son espace aérien par des avions chasseurs russes MiG-31. La Russie dément pour sa part l'incident et argue que les avions incriminés avaient survolé les eaux neutres de la Baltique.

■ **Iran.** – La République islamique va faire à nouveau l'objet de sanctions pour son programme nucléaire. Réuni le 19 septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé le rétablissement des mesures en application avant 2015 contre l'Iran, soutenu par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Les Européens estiment insuffisant et inefficace l'accord conclu dix jours plus tôt entre Téhéran et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

■ **Guinée.** – La campagne référendaire sur le projet de nouvelle constitution s'est achevée le 20 septembre. Les opposants à la junte n'ont cessé de déplorer le déséquilibre du débat et des moyens de propagande entre soutiens omniprésents du Oui et partisans invisibilisés du Non, dans un pays où les manifestations sont interdites depuis 2022. Le texte pourra permettre à Mamadi Doumbouya, chef de la junte, de briguer la présidence du pays.

CASIMIR MAZET.





Idées politiques

Vers la décivilisation ?

par Bertrand Renouvin.

Gaël Brustier bénéficie d'une longue expérience militante, à droite puis à gauche. Il prend appui sur Antonio Gramsci et sur Norbert Elias pour expliquer le processus de décivilisation à l'œuvre en Europe et aux États-Unis. Les propositions auxquelles il aboutit nous sont familières. Voilà qui mérite interpellation.

Cher Gaël, nous avons tous deux connu ceux qu'on appelait à la fin du siècle dernier les « républicains des deux rives », mais vous avez vécu, plus intensément que nous, leurs aventures et mésaventures. Celle de la tentative de rassemblement autour de Philippe Séguin, celle du Pôle républicain lors de la campagne présidentielle de Jean-Pierre Chevènement, celle de l'altermondialisme. Nous étions simplement les alliés potentiels du mouvement séguiniste, les associés du Pôle, les soutiens d'Attac, lorsque Jacques Nikonoff en était président. Vous étiez un militant du Mouvement des citoyens, un familier des forums d'Amérique latine, puis, au Parti socialiste, le directeur de la campagne d'Arnaud Montebourg à la primaire socialiste de 2011.

Après votre départ du PS, vous avez suivi le déroulement de la Manif pour tous et de Nuit debout... J'ai lu tous vos livres, la plupart présentés et discutés aux Mercredis de la NAR. Votre *Route de la décivilisation* s'inscrit dans un projet à long terme, qui lie la réflexion théorique et l'en-

gagement. Pour ma très vieille génération militante comme pour la vôtre, ce lien paraissait indispensable. Il s'est aujourd'hui distendu au point de disparaître et c'est là un point majeur dans votre livre, qui souligne le rôle des intellectuels organiques au XX^e siècle.

On ne peut ni vous suivre ni vous discuter sans évoquer la pensée de Gramsci que vous nous avez présentée voilà dix ans (1). À *Royaliste*, nous envisageons la politique comme un vaste système de médiation qui relie l'autorité symbolique au pouvoir effectif, selon les principes de la République – le souci de l'intérêt général – et de la démocratie, qui se caractérise par la souveraineté populaire et les libertés publiques. Vous nous invitez à réfléchir en termes de bloc historique, d'hégémonie culturelle et d'intellectuels organiques. Rien d'effrayant pour nous : la Nouvelle Action royaliste se conçoit comme un intellectuel collectif – tout le contraire de la minorité sectaire soumise à un gourou – et la lutte des classes s'intègre à notre réflexion selon la conception de la « lutte-concours »

que nous devons à François Perroux. Nous pouvons donc être très attentifs à la présentation que vous faites des concepts gramsciens.

Force et limites de Gramsci. – Un bloc historique, dites-vous, se forme lorsque le système économique et les représentations collectives s'articulent et recueillent l'adhésion de diverses classes sociales. Au sein de ce bloc, la classe dirigeante devient dominante lorsqu'elle parvient à l'hégémonie culturelle grâce au travail accompli par les intellectuels organiques au sein de la société.

Je vois l'intérêt pratique de tels concepts pour Gramsci, qui fut l'un des fondateurs du Parti communiste d'Italie et qui n'est pas parvenu à créer un bloc historique dans son pays. Je n'oublie pas que le bloc historique est un réaménagement de la dictature du prolétariat qui doit conduire, pour Gramsci comme pour Lénine, au dépérissement de l'État. Le concept de bloc historique permet cependant de prendre la mesure des deux grandes configurations qui nous avons connues depuis 1945 : celle qui rallie autour de l'État social les principales forces politiques de la nation jusqu'au milieu des années quatre-vingt avec le soutien des classes moyennes et populaires ; celle qui, ensuite, vise le démantèlement de l'État social selon les préceptes néolibéraux pour le profit du capitalisme rentier. À ce résumé par trop sommaire, j'ajoute que la formation du bloc historique en 1945 n'est pas produite par l'infrastructure économique, comme le suppose la thèse

Ruines du temple d'Apollon à Corinthe. Des siècles pour construire une civilisation, quelques décennies pour la détruire.

gramscienne : c'est l'effet d'une lutte de libération nationale prolongée par la volonté politique de reconstruction et de modernisation. Après 1945, la planification organise, grâce au secteur public et nationalisé, les structures économiques et les soumet à des objectifs de bien-être et à un impératif de puissance, car la Guerre froide bat son plein.

Quant aux intellectuels organiques, je ne parviens pas à les voir comme des agents de l'hégémonie culturelle, sauf dans les dictatures communistes. Les intellectuels français ont assuré une fonction critique dans la société – Jean-Paul Sartre, Raymond Aron – et une fonction éducative quand ils étaient membres d'un parti ou d'une famille idéologique – par exemple Louis Althusser. Dans la République gauloise, qui est un exemple remarquable de bloc ou du moins de compromis historique, ce ne sont pas des intellectuels qui présentent et expliquent les enjeux qu'ils sont par ailleurs chargés de faire aboutir, mais des ministres et des hauts fonctionnaires – qui souvent enseignent à Sciences Po et à l'ENA. Haut-commissaire au Plan, Pierre Massé publie *Le Plan ou l'Anti-hazard* en Livre de Poche, François Goguel enseigne le droit constitutionnel, Pierre de Vogüé, membre de la direction du Trésor, donne un cours de finances publiques rue Saint-Guillaume...

La montée des radicalités. – Ces exemples éminents et ces débats austères ne doivent pas nous empêcher de suivre le conseil de Gramsci et de Gaël Brustier : il faut être attentif à l'imaginaire collectif, au sens commun nourri de romans, de films, de chansons qui composent la culture nationale-populaire que le « peuple des villes » – nous dirions aujourd'hui la bourgeoisie-bohème – se plaît à mépriser. Au contraire de la classe dominante qui professe aujourd'hui que « *les gens n'y comprennent rien* » et qu'ils ont besoin de « *pédagogie* », Gramsci estime à raison que les classes dominées comprennent fort bien les enjeux politiques. Sous la IV^e République et jusqu'à la fin du XX^e siècle, des liens pas toujours visibles rapprochaient les différentes composantes du bloc historique par le biais des partis, des syndicats et de diverses associations. Pas seulement la mémoire de la Résistance et de la Déportation, mais Brassens et Édith Piaf, Bourvil puis de Funès...

La nostalgie des Trente Glorieuses, trop souvent mythifiée, et diverses réactions identitaires s'expliquent par les effondrements que nous avons tous deux connus. Quant à ceux-ci, cher Gaël, vos analyses et témoignages sont décisifs à bien des égards. D'abord, vous sortez du cadre hexagonal dans lequel se sont enfermés, ô paradoxe, les apôtres naïfs ou



Gaël Brustier. Un des meilleurs analystes de la société française contemporaine. Il a récemment publié *Le Désordre idéologique* (Le Cerf, 2017), *Les Alphabètes au pouvoir* (Le Cerf, 2024).

résignés de la défunte mondialisation qui se contentent, aujourd'hui encore, des clichés médiatiques. Vous nous faites saisir les causes lointaines et profondes de la victoire de Donald Trump : « *Tout ce dont il a bénéficié, tout ce qui a rendu possible son élection était contenu dans les années Bush et rendu possible par les années Obama* », écrivez-vous avant de revenir sur les conséquences de la crise financière de 2008. Parmi celles-ci, la vague contestataire qui a fait frissonner l'ouest de notre continent. Il faut lire très attentivement vos analyses du mouvement Cinq Étoiles en Italie, de Podemos en Espagne, de l'AfD en Allemagne... Je ne peux les reprendre ici mais elles sont indispensables à la compréhension des évolutions que nous observons aujourd'hui chez nos voisins.

Dans les deux camps, à droite comme à gauche, on assure la promotion des incendiaires qui nous conduisent à la décivilisation.

Vous avez raison d'écrire que les événements italiens représentent souvent des anticipations maximalistes de notre avenir : les Italiens ont eu le fascisme, nous n'avons connu que les ligueurs ; Silvio Berlusconi a exercé le pouvoir, Bernard Tapie n'a été qu'un agitateur ; les militants de Beppe Grillo sont parvenus au pouvoir alors que les Gilets jaunes en sont restés aux manifestations de rue – faute d'avoir trouvé leur Beppe Grillo. Les pages que vous consacrez à Giorgia Meloni sont à méditer de toute urgence pour saisir la spécificité de cette expérience et ce que la droite lepéniste se prépare à rater...

C'est aussi par un regard sur la radicalité internationale qu'il faut commencer pour saisir les errances de notre gauche radicale. Vous êtes bien placé pour montrer, cher Gaël, que l'altermondialisme auquel vous avez participé n'a rien de commun avec les

fanfaronnades sous les couleurs du drapeau palestinien. De même que le NPA n'a rien de commun avec la Ligue communiste... Ce qui creuse la différence abyssale ? L'effort de réflexion fourni par les anciennes organisations de gauche et par leurs intellectuels organiques – Didier Motchane, Bernard Cassen, Daniel Bensaïd – a été sacrifié sur l'autel de la Communication, par essence anti-intellectualiste, et de la promotion de soi par projection en rafales de tweets vengeurs et de photos avantageuses. Les textes théoriques ont été livrés à la critique rongeuse des souris en même temps que les connaissances historiques. Le résultat de cette liquidation se voit dans les rues : « *La cause palestinienne est la cause de ceux dont la cause est devenue vaine, a échoué, est prise en défaut. La cause Free Palestine est d'abord, à l'évidence, bien davantage le ciment idéologique d'une petite bourgeoisie urbaine vaguement déclassée et totalement libérée des interdits relatifs à l'antisémitisme : les manifestations anti-israéliennes attirent bien moins les banlieues que les diplômés précarisés du XIX^e arrondissement.* »

Le rejet de toute culture politique par les élites et par les polémistes des chaînes en continu et des réseaux sociaux conduit à la brutalisation du débat public. Quand la droite hurle au « *terrorisme intellectuel* » de la gauche à la manière des officines collabo de 1950, l'extrême gauche appelle à la mobilisation contre le fascisme terrassé il y a quatre-vingts ans. Dans les deux camps, on assure la promotion des incendiaires qui nous conduisent à la décivilisation – cette négation du processus de civilisation, analysé par Norbert Elias, qui est à l'œuvre aux États-Unis depuis le 11 septembre 2001 et maintenant en Europe.

Votre livre serait remarquablement désespérant, cher Gaël, si vous ne nous disiez pas, dans votre conclusion, qu'il est possible de rassembler à nouveau le vieux Parti des politiques né au XVI^e siècle et qui s'était retrouvé autour du général de Gaulle. Ce projet de rassemblement n'est pas aberrant. Nous l'avions esquissé lors de la campagne de Jean-Pierre Chevènement, et les énergies, aujourd'hui dispersées, ne sont pas perdues. Le Parti des politiques existe en puissance et l'une de nos tâches est de tenir la chronique des travaux accomplis quant aux analyses et aux propositions, et si possible de les enrichir. Encore faut-il avoir la capacité de passer de la puissance à l'acte, ce qui suppose la présence d'un maître d'œuvre lucide et décidé mais aussi, comme vous le souhaitez, un inlassable effort des citoyens-militants pour repenser et reconstruire notre société. À tout de suite, Gaël ! ■

(1). Gaël Brustier, *À demain Gramsci*, Le Cerf, 2015.

► Gaël Brustier, *La Route de la décivilisation, La fin du national-populaire*, Le Cerf, septembre 2025.



Lire Curtis Yarvin

D'où vient le libertarianisme autoritaire ?

par Nicolas Maxime.

Curtis Yarvin imagine une « monarchie » fondée sur la propriété et où la démocratie cède la place à une gouvernance technocratique et autoritaire.

Si l'on veut comprendre les enjeux à venir et ce qu'est le libertarianisme autoritaire, il faut lire Curtis Yarvin, alias Mencius Moldbug. Ce blogueur américain, au départ, inconnu du grand public, va connaître un succès sur la toile et ses idées vont influencer des figures aussi diverses que Javier Milei en Argentine, Nayib Bukele au Salvador, les magnats de la tech comme Peter Thiel et Elon Musk, voire Donald Trump et l'*alt-right* américaine. Il est également le théoricien du courant néo-réactionnaire (NRx) et le fondateur du mouvement antidémocratique « Lumières sombres » dans les années 2000 via son blog Unqualified Reservations.

Dans son *Formalist Manifesto* (1), Yarvin expose une vision radicale basée sur quatre principes fondamentaux.

La première idée, c'est que le pouvoir doit aller à ceux qui possèdent. On ne doit pas séparer richesse économique et pouvoir politique. Si une entreprise ou un individu possède déjà le contrôle économique, pourquoi lui refuser le contrôle politique qui doit lui correspondre ? L'État devrait simplement refléter la hiérarchie de la propriété.

La deuxième idée, c'est que la démocratie est une supercherie. Derrière l'apparence d'un choix libre entre des partis concurrents, Yarvin voit surtout une élite culturelle qui dicte la marche à suivre à travers les universités, médias, institutions intellectuelles. Il appelle cet ensemble « *la Cathédrale* ». À ses yeux, c'est elle qui fabrique le consensus progressiste et manipule l'opinion publique.

Dans la conception de Curtis Yarvin et de ses épigones, l'État est réduit à une sorte d'entreprise géante dirigée par des « actionnaires » rationnels qui maximisent l'efficacité.

Troisième idée : il faut une autorité forte. Yarvin ne croit pas à la réforme de la démocratie, il propose de la remplacer. Il veut mettre en œuvre une sorte de fausse « *monarchie éclairée* », c'est-à-dire un pouvoir centralisé qui décide vite et qui ne serait pas ralenti par les compromis interminables des parlements ou les cycles électoraux.

Enfin, la quatrième idée est que seuls les meilleurs doivent gouverner. Pas les plus

nombreux, pas les plus pauvres, mais une élite sortie du monde des affaires et de la technologie. Un pouvoir qu'il imagine technocratique, rationnel, débarrassé de toute référence à l'égalité citoyenne. Ce qui compte, ce n'est pas la justice ou la participation, mais l'efficacité et la bonne gestion des affaires publiques.

Un cauchemar technocratique. – En somme, le pouvoir économique justifie l'arrivée sur le trône d'un « *monarque* », de la même façon qu'autrefois le roi tirait sa légitimité du droit divin. La démocratie moderne, avec son alternance perpétuelle de partis en concurrence pour le pouvoir, ne produirait selon lui qu'un consumérisme effréné, une logique de court terme et une corruption structurelle, au lieu de favoriser l'investissement à long terme et la stabilité.

L'alternative qu'il imagine est un gouvernement autoritaire, assumé comme tel, piloté par une élite issue du monde des affaires et de la technologie, qu'il décrit sans détour comme technocratique, rationnelle et... blanche. Dans cette conception, l'État est réduit à une sorte d'entreprise géante dirigée par des « *actionnaires* » rationnels qui maximisent l'efficacité – une vision qui, derrière son apparente modernité, remet en cause les principes mêmes de l'égalité entre les citoyens, du pluralisme démocratique et de la liberté d'expression.

Curtis Yarvin propose un modèle politique où le monde serait divisé en petites cités-États technocratiques et autoritaires, en concurrence les unes avec les autres

Curtis Yarvin. Une des figures du trumpisme, partisan d'un État autoritaire conçu sur le modèle d'une entreprise de la Silicon Valley.

pour attirer et retenir leurs habitants. Dans ce système, de grandes entreprises comme Google, Amazon ou Apple pourraient elles-mêmes devenir des États. Les habitants n'auraient aucun pouvoir politique direct, leur seul choix étant de déménager vers une autre cité-État si leur gouvernement devenait trop arbitraire ou injuste. Il défend l'idée que la concurrence entre ces cités forcerait les dirigeants à bien traiter leurs citoyens pour ne pas les perdre.

Le libertarien Hans-Hermann Hoppe (2), avant lui, avait soutenu une thèse similaire. Selon lui, la démocratie est inefficace car elle fonctionne comme un gouvernement de « propriété publique », et seule une monarchie privée ou une société d'associations privées peut protéger la propriété privée. Hoppe allait plus loin en justifiant l'exclusion de certains groupes sociaux – pauvres, immigrés, homosexuels... – pour préserver l'intégrité des communautés privées. Son projet d'« anarcho-capitalisme » ressemble à un système féodal moderne, composé de micro-communautés fermées et sélectives. Ses idées ont fortement influencé l'alt-right américaine et Curtis Yarvin.

Certains n'y verront qu'un fantôme. Pourtant, Quinn Slobodian (3) démontre que cette vision s'inscrit dans un courant intellectuel bien réel, où les courants libertariens rêvent d'un capitalisme affranchi des contraintes démocratiques. Leur projet n'est pas la fin de l'État mais sa fragmentation en micro-entités (zones franches, paradis fiscaux, enclaves techno-libertariennes) subordonnées au marché mondialisé se combinant avec des formes de gouvernance autoritaires et privatisées.

Si la gauche, mais aussi tous ceux qui sont attachés aux institutions républicaines veulent comprendre pourquoi le libertarianisme autoritaire représente un danger réel pour l'avenir, alors il faut lire Yarvin. Car il faut mesurer à quel point ce discours séduit une partie des élites économiques et politiques mondiales, notamment parmi les géants de la Silicon Valley, et comment il peut saper les fondements de l'État de droit. Il pourrait incarner un avenir qui pourrait venir plus vite que l'on veut bien le croire, par la mutation autoritaire d'un capitalisme dont les promesses de progrès collectifs semblent appartenir au passé et l'accaparement total des richesses par une caste aristocratique, quitte à remettre en question les fondements de nos démocraties modernes. De plus, le discours de Yarvin peut non seulement séduire les élites, mais aussi une partie de la population lassée de l'instabilité démocratique et tentée par un retour à « l'ordre naturel ».

Ce que prône Yarvin ne serait qu'un retour en arrière, avant les changements amorcés au XVIII^e siècle, une monarchie entrepreneuriale et autoritaire mêlée à un

féodalisme usant des innovations technologiques. C'est précisément pour cela que ses écrits méritent d'être lus avec sérieux : ils annoncent un futur possible, et peut-être déjà en gestation, du libertarianisme autoritaire. ■

(1). Curtis Yarvin (Mencius Moldbug). *À Formalist Manifesto. Unqualified Reservations*, 2007.

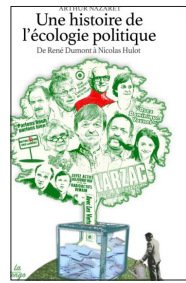
(2). Hans-Hermann Hoppe, *Démocratie, le dieu qui a échoué*, John Galt, 2001.

(3). Quinn Slobodian, *Le Capitalisme de l'apocalypse, Ou le rêve d'un monde sans démocratie*, Seuil, 2025.

Écologie politique

Un constat de faillite

Une histoire de l'écologie politique, par Arthur Nazaret, Éd. La Tengo, février 2019.



Après l'analyse de Bruno Villalba sur les conditions de sa construction (1), voici *Une histoire de l'écologie politique*. Description strictement événementielle, où défilent sous nos yeux la longue liste des leaders verts depuis la campagne présidentielle de René Dumont en 1974. Le premier chapitre retrace les débuts (1974-1977) « des écolos dans la nature », où un groupe très marginal se demande s'il faut s'organiser, et comment, et avec qui : « l'allié naturel est-il de gauche ? » Le dernier (2017-2018) se termine par l'échec de Nicolas Hulot : « Pas d'Hulot de consolation pour l'écologie. »

Une histoire d'individualités, de succès et d'échecs, que l'on pourrait séparer en trois périodes : les débuts (1974-1993), qui commencent avec Dumont, se développent avec Brice Lalonde et culminent avec Antoine Waechter, où l'écologie se cherche, où des ébauches de partis se créent, comme Génération Écologie et Les Verts, et connaissent un premier vrai succès électoral (élections européennes, 1989). Puis une deuxième phase (1993-2007), qui voit les anciens militants gauchistes et du PSU (Michel Rocard, Pierre Juquin) « coloniser » l'écologie en lui surimposant un projet de gauche. Les écologistes évacuent alors Waechter et s'attachent au PS avec Dominique Voynet pour un « difficile exercice du pouvoir », en introduisant des revendications politiques nouvelles : en plus du nucléaire, cœur des exigences écologistes, voilà que surgissent dans les revendications les chômeurs, ou les sans-papiers. Enfin une troisième phase (2007-2018), celle de la fusion d'Europe Écologie et des Verts (EELV), qui commence en apothéose et finit en débâcle, à la fois par le départ des altermondialistes (José Bové) ne se reconnaissant plus dans le libéralisme-libertaire de Cohn-Bendit, par le refus (Sarkozy) ou l'indifférence (Macron) des politiciens classiques qui poussent un Nicolas Hulot

à la démission de son ministère d'État, et par une bouillie idéologique où le militant se perd.

Que retenir de cette histoire ? Qu'il n'y est pas question d'Écologie politique, mais d'écologie en politique. Et que cela ne marche pas. Nous avons conclu du livre de Villalba que l'écologie est un domaine « horizontal » et qu'elle ne peut être confiée à un ministère, par essence « vertical ». Alors qu'il faudrait exercer un pouvoir par le biais d'une planification étatique où les priorités de protection de l'environnement seraient enfin prises en compte. Les écologistes se trompent en se perdant dans un fourre-tout idéologique qui mélange écologie, idéologie politique et revendications sociétales qui ne les concernent pas. Il leur faudrait définir une vraie Écologie politique. C'est possible, les analyses et recommandations du GIEC décrivent parfaitement les enjeux environnementaux, et de nombreuses analyses (comme la fameuse encyclique *Laudato si'*) permettent de construire un projet cohérent. ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

(1). Bruno Villalba. *L'écologie politique en France*. Voir *Royaliste* n° 1306 du 10 septembre 2024.

Europe

Frexit ? Non : UExit !

Que faire de l'Union européenne ? par Aurélien Bernier, Éd. de l'Atelier, mars 2025.



Si il est facile d'exprimer par une formule courte le « boulet » que constitue l'Union européenne pour la France, il est bien plus difficile d'élaborer une stratégie crédible pour s'en libérer.

C'est pour y parvenir qu'Aurélien Bernier nous propose, dans son dernier ouvrage, trois axes de réflexion en appelant ce qu'il dénomme les « forces progressistes » à bouter l'UE hors de France plutôt que vouloir en sortir. Sans nier les difficultés d'un tel chantier, il passe en revue ce qui pourrait être entrepris pour sortir du carcan européen et mener des politiques économiques permettant de rompre avec le néolibéralisme.

En s'appuyant sur le travail méthodique et rigoureux de Coralie Delaume, il souligne comment l'Union européenne s'est construite en formatant une société régulée par la concurrence, le marché et dans laquelle les droits sociaux sont systématiquement relégués en arrière-plan. Il montre, comme il l'a fait dans un autre ouvrage évoqué dans ces colonnes (1), que l'Union européenne est le bras armé et puissant du néolibéralisme car ses principes fondamentaux de fonctionnement interdisent la mise en œuvre d'une politique économique ▶

► qui serait tournée vers le progrès social et le contrôle démocratique de l'économie.

Il établit clairement le caractère illusoire à vouloir changer l'UE de l'intérieur car les traités ont cadenassé les politiques économiques et la clé du cadenas n'est pas accessible parce que l'Union européenne est supranationale et fonctionne comme un empire technocratique.

Selon lui, il n'y a que trois options : la désobéissance, l'organisation d'un « *Frexit* » ou la rupture avec l'ordre juridique européen. La première, considérée comme la moins pertinente, est rapidement écartée avec de solides arguments. La deuxième serait de quitter l'Union européenne comme l'a fait le Royaume-Uni en s'appuyant sur l'article 50. Celle-là est invalidée quand on sait que le Royaume-Uni a mis près de quatre ans à sortir formellement des institutions européennes alors qu'il était l'un des pays les moins intégrés car il n'appartenait ni à l'espace Schengen ni à la zone euro.

La troisième est celle consistant à réinstaurer une souveraineté juridique pendant la période précédant la sortie formelle. En effet, sortir de l'ordre juridique européen sans quitter formellement l'UE peut se faire par un changement de la Constitution française, cela est sûrement complexe mais moins illusoire qu'un changement des traités européens ou qu'une sortie via l'article 50. Ensuite, cette étape ouvre la possibilité d'une sortie partielle, par exemple en limitant la portée d'une rupture avec l'ordre juridique européen à quelques domaines précis (l'énergie, le contrôle des marchés financiers...). Avec une stratégie digne de ce nom et une volonté politique déterminée, il sera possible d'imposer un rapport de force permettant une renégociation d'ensemble. ■

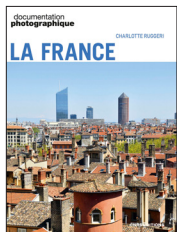
LOÏC DE BENTZMANN.

(1). *Royaliste* n° 1269 du 10 septembre 2025.

Dans les revues

Géographie de la France

Documentation photographique n° 8166, **La France**, par Charlotte Ruggeri, CNRS Éditions, avril 2025.



Comprendre la géographie de la France et par là-même les dynamiques de son territoire. C'est ce à quoi nous invitent les éditions du CNRS dans leur excellente revue des documents photographiques sous la plume du professeur Charlotte Ruggeri. Ce qui marque d'abord ce pays présent sur quatre continents et cinq océans, c'est à la fois un phénomène de métropolisation qui touche aussi dans une moindre mesure l'outre-mer – Paris restant la seule métropole de taille mondiale – et un phéno-



Le parc régional des Bauges, vue du lac d'Annecy. Une autre France, loin des métropoles.

mène d'urbanisation et de périurbanisation qui ne sont, l'une et l'autre, pas propres à la France mais qui montrent l'inscription de notre pays dans la mondialisation. Les espaces ruraux sont aussi marqués par une grande diversité, certains, très dynamiques, reposant sur une agriculture intensive, d'autres, plus périphériques mais qui cherchent à diversifier leur économie, notamment avec le tourisme vert.

Puissance moyenne intégrée à la mondialisation, la France voit certains de ses territoires s'enrichir – métropoles, mais aussi espaces littoraux, surtout à l'ouest du pays, et zones frontalières –, et d'autres rester en marge, le secteur des services devançant l'industrie en termes de richesse produite. Si, à partir des années 1950-1960, l'État a impulsé une politique de développement des territoires avec la création de la DATAR, la planification, les métropoles d'équilibre et des politiques de création d'infrastructures pour faire face notamment au développement du tourisme de masse, la mondialisation a creusé des inégalités entre les territoires, inégalités se mesurant à plusieurs échelles. La politique de décentralisation, censée rapprocher les citoyens des centres de décision et favoriser un développement des territoires tenant compte de leurs spécificités, rate en partie son objectif du fait de la complexité du millefeuille politico-administratif, de la mauvaise compréhension du rôle de certains échelons (intercommunalités) et de la défiance des élus à l'égard de régions conçues comme un empilement de départements sans qu'on se soit interrogé sur leur cohérence.

Les territoires urbains et ruraux doivent faire face aux aléas naturels ainsi qu'au problème du réchauffement climatique. Des politiques d'aménagement durables sont menées à différentes échelles, l'assentiment des élus comme des populations n'étant pas toujours acquis d'avance. La lutte contre l'artificialisation excessive des terres, notamment dans les communes périphé-

riques, n'est pas toujours acceptée car elle empêche certaines collectivités d'accroître leurs revenus. Cependant, des politiques de gestion des risques naturels sont depuis longtemps mises en place, notamment en outre-mer, et dès les années quatre-vingt les lois Montagne et Littoral ont permis une préservation de certains espaces et un aménagement plus respectueux et plus protecteur des espaces ruraux. La politique de la forêt, encore à préciser, allie préservation et développement économique. Il reste cependant beaucoup à faire. ■

MARC SÉVRIEN.

(1). Voir *Royaliste* n° 1269 du 2 janvier 2024.

In memoriam

Gérard Chaliand

Nous avons appris avec tristesse le décès de Gérard Chaliand, le 20 août, à l'âge de 91 ans. Chaliand était un homme libre, poète, écrivain voyageur, spécialiste des guerres et de la géopolitique mondiale. Parti très jeune faire le tour du monde, il disposait d'une vue précise de la situation politique et des sources de tensions sur tous les continents et il dialoguait avec toutes les forces en présence.

Des années 60 aux années 2000, il a suivi comme observateur la plupart des conflits, depuis la décolonisation de l'Afrique et la guerre du Vietnam jusqu'aux guerres plus récentes en Arménie, au Sri Lanka et en Irak. Auteur de plus de quarante livres, il a largement contribué, avec Yves Lacoste, à la relance des études géopolitiques en France, et son œuvre a influencé les réflexions de la plupart de nos diplomates. Nous avons rendu compte de ses ouvrages les plus importants ; ses analyses furent régulièrement reprises dans nos colonnes et il était venu présenter un de ses livres lors d'un de nos Mercredis de la NAR. ■

DR.



Par Gérard Leclerc

Onde de choc sur l'Amérique

Au moins peut-on accorder au *Monde* que « l'assassinat de Charlie Kirk a créé une onde de choc ». En Amérique, bien sûr, mais bien au-delà. Même si beaucoup, chez nous, ont découvert brusquement le nom de ce jeune homme (31 ans) et le rôle d'influenceur qu'il jouait auprès de la jeunesse de son pays, on s'est rendu compte qu'il symbolisait à lui seul tout le débat idéologique sans lequel la victoire de Donald Trump est incompréhensible. Un débat, dont cet assassinat ne fait que confirmer l'extrême violence. Héroïsé par un camp qui déplore la disparition d'un leader charismatique, Charlie Kirk est accusé par l'autre camp d'avoir provoqué sa propre mort. Et les griefs pleuvent en tirs nourris. J'ai moi-même reçu sur Internet un florilège de textes pour le moins accablants de l'intéressé. Sont-ils authentiques ? Il y a de bonnes raisons d'en douter, la preuve étant fournie que certains sont sollicités à contresens. Ce qui ne signifie pas que l'on se sente toujours à l'aise face à des apologies de la vente libre des armes à feu, même si c'est un droit qui se rapporte au deuxième amendement de la Constitution des États-Unis.

C'est l'occasion de mesurer les différences de culture entre la vieille Europe et le nouveau monde. Différences qui peuvent conduire jusqu'à l'incompréhension. Mais on ne peut sous-estimer non plus les influences qui s'exercent de part et d'autre. Ce n'est pas pour rien qu'on a pu gloser sur une *French Theory* qui avait inspiré le monde universitaire d'outre-Atlantique. Et l'on remarque toujours, à juste titre, que ce qui se déroule là-bas en fait de mutations civilisatrices trouve chez nous ses répercussions à brève échéance. En ce qui concerne le phénomène trumpiste, il est évident que ses répercussions européennes sont déjà manifestes, d'autant que nous participons des mêmes remises en question dans un monde en profond changement.

Pour revenir à la polémique proprement américaine, on ne peut qu'être frappé par les accusations réciproques des deux camps antagonistes. Si l'on écoute les progressistes, tout le tort du climat violent reviendrait à Donald Trump, personnage tonitruant, n'hésitant pas sur les moyens, jusqu'à provoquer l'invasion du Capitole. Et si l'on lui associe ses alliés menant le combat idéologique, c'est la même violence qui se trouve stigmatisée. Était-elle imputable à Charlie Kirk ? C'est pour le moins discutable, car son rôle d'influenceur s'est d'abord exercé sur le terrain de la discussion ouverte. S'il a obtenu des succès remarquables, c'est à sa force de persuasion, à ses talents rhétoriques qu'il le doit, n'hésitant pas à faire appel à l'adversaire non pour l'injurier mais pour l'inviter au débat. D'ailleurs, il est manifeste qu'au sein de ce qu'on appelle le mouvement MAGA (« *Rendre sa grandeur à l'Amérique* ») les plus radicaux lui reprochaient sa modération, sa sensibilité de conservateur chrétien à l'opposé de leur intransigeantisme. N'entendait-il pas « *déradicaliser la jeunesse* », en lui proposant non des buts révolutionnaires mais des objectifs de réussite familiale et professionnelle ?

La dimension religieuse du débat américain, celui qui oppose donc conservatisme et progressisme, serait à examiner pour elle-même. Elle concerne directement Charlie Kirk, tout en se rapportant à un vaste courant que nous évoquions dans notre dernier numéro. Mais cela nous entraînerait sur le terrain de la théologie et de ses relations avec le politique. De ce point de vue, l'article que l'historienne Blandine Chelini-Pont a publié dans *Le Grand Continent* (1) se recommande par sa sagacité et sa précision, même s'il appelle une stricte contradiction. C'est le vice-président

américain J. D. Vance qui est l'objet de l'attention de l'auteur qui restitue son destin particulier dans l'histoire du catholicisme américain. Protégé par le premier amendement de la Constitution, ce catholicisme a pu trouver sa place qui n'était pas évidente dans un pays de culture WASP. Mais le risque était pour lui d'être contaminé par une société qui pouvait aller à l'encontre de son originalité. Au XIX^e siècle, le pape Léon XIII avait réagi contre ce risque, en dénonçant ce qu'il appelait « l'américanisme ». A son encontre s'est affirmée une tentation séparatiste chez les catholiques, voulant jalousement garder leur intégrité. J. D. Vance serait l'héritier de cette tendance que l'on pourrait définir aussi comme intégraliste : « *Les intégralistes militent pour le retour à une démocratie "symphonique", où foi et pouvoir marchent de concert.* » Et pour dire les choses plus nettement encore : « *Enfinement, c'est la réorientation du système institutionnel lui-même qui est visée, par la mise en place d'une démocratie autoritaire et charismatique, dont le chef doit se définir comme catholique et chrétien.* »

Sans doute une telle conception peut-elle se fonder sur un augustinisme politique dont J. D. Vance se réclame et qui, du moins dans une certaine visée médiévale, se rapporte à une sorte d'impérialisme à la romaine. Ce qu'il peut y avoir de brutal dans la gouvernance trumpiste, notamment à l'égard de migrants indésirables, trouverait ainsi sa justification. Non sans susciter l'opposition des papes François et Léon XIV. Du moins, tel est le vœu de Blandine Chelini-Pont qui ne craint pas d'envisager un véritable bras de fer entre le vice-président et le nouvel évêque de Rome ! Il est d'ailleurs possible que des désaccords sérieux apparaissent entre les deux, mais le Saint-Siège ne saurait non plus être indifférent à toute une part de l'argumentaire intégraliste qui rejoint ses propres convictions.

Par ailleurs, la détestation que manifeste l'historienne à l'égard du trumpisme et dont on peut discuter certains aspects, frappe par son unilatéralité. Elle donne le sentiment que seule la violence d'un camp serait à prendre en considération, comme si elle ne s'opposait pas à une autre violence, notamment intellectuelle, qui explique ainsi la virulence des répliques qu'elle suscite. Ceux qui présentent cette objection ont droit aussi à l'écoute, si toutefois nous voulons prendre une vue panoramique de la situation actuelle des États-Unis. Ainsi, répondant à Laure Mandeville dans *Le Figaro* (19 septembre), le professeur Joshua Mitchell, de l'université de Georgetown, dénonce le *wokisme* de la gauche progressiste comme responsable de la violence dont l'assassinat de Charlie Kirk est le symptôme. Toute la rhétorique de cette gauche serait fondée sur la désignation d'identités diabolisées. « *Tout se résout dans la lutte des identités, incapable de défendre ses idées autrement qu'en désignant des boucs émissaires par les mots d'annulation hurlés depuis des années aux conservateurs – fascistes, nazis, extrémistes, misogynes, homophobes, transphobes, islamophobes, etc.* »

Le mécanisme qui amène à la terreur serait donc le propre d'un progressisme qui n'a rien à envier à la droite conservatrice en fait de véhémence. On discerne en tout cas ce qui menace l'Amérique. Reste à espérer qu'une certaine tradition libérale permettra aux convictions de se confronter sans dégénérer en guerre civile. ■

(1) Publication qui paraît sur Internet <https://legrandcontinent.eu/fr/>



Chronique littéraire

Emmanuel et les siens

par Alexandra Varaut.

Deux ans après la mort de ses parents, Emmanuel Carrère publie un récit foisonnant, *Kolkhoze*, chevauchée dans l'Europe du XX^e siècle, avec une piété filiale qui se mêle au dévoilement de l'intimité familiale.

Née apatride en France en 1929, élevée dans le christianisme orthodoxe, Hélène Carrère d'Encausse est morte en 2023, couverte d'honneurs. « *Une grande Française* », reconnaîtra Poutine, après des obsèques catholiques à Saint-Germain-des-Prés – le père Alexis Struve, vicaire de l'église orthodoxe, étant toutefois présent. Entre l'adolescente vivant pauvrement, dont le père avait disparu à la Libération, et le secrétaire perpétuel de l'Académie française qui suivait chaque jour le conseil de Chanel (« *une femme doit être parée* »), il y a deux ruptures. Avec la foi de son enfance et à l'intérieur de son mariage. Deux changements majeurs, intimes, mais c'est l'ensemble historique de sa vie familiale que relate sur 558 pages son fils Emmanuel Carrère. Le récit est dédié à ses sœurs, Nathalie et Marina.

Un livre débordant comme la vie de la Grande Hélène, où la généalogie prend une place prépondérante et inaugurale. Dans une grande cavalcade, on parcourt les vies des grands-parents, des arrière-grands-parents et des collatéraux. Puis on atterrit à la rencontre du couple Carrère d'Encausse, Louis et Hélène, en 1949. Louis, passionné par la généalogie, chercheur de l'avant-vie de sa femme qu'il épouse en 1952 à la cathédrale

Saint-Alexandre-de-la-Neva, rue Daru. Toutefois, les enfants ne seront pas élevés dans le christianisme orthodoxe et Hélène portera son alliance à la main gauche.

Les bonnes notes à l'école, obsession justifiée de ceux qui recherchent « l'assimilation », Hélène s'en fichait : l'important, c'était de lire. L'assimilation, elle s'en était chargée elle-même dans sa prime jeunesse.

Girardet aux Sciences Po. – Scènes de la vie de famille au 16, rue Raynouard, avec ses sœurs et son père, incursions dans des portraits dont celui de Maurice Bardèche. Et celui de Raoul Girardet, dont Emmanuel Carrère fut l'étudiant « *aux Sciences Po* » et qui, aurait dit sa mère, « *est le meilleur* ». Tous ceux qui ont bien connu Girardet (« *totalelement marginal à Sciences Po* ») le reconnaîtront avec émotion. Il nous manque une évocation de Constantin Andronikof, l'interprète des présidents de la République, de De Gaulle jusqu'à Giscard d'Estaing, mais il n'était peut-être pas un familier de la maison.

Brusquement, des chapitres sur la vie actuelle ou à peine passée en Ukraine ou en Russie, mettent en scène l'auteur qui nous

livre ainsi ses impressions politiques – on pense alors à Houellebecq. C'est une des forces du récit de nous entraîner dans ces considérations actuelles.

C'est la continuité en partie brisée de la vie de sa mère que révèle l'auteur dans une enquête sur son grand-père maternel, le Géorgien émigré Georges Zourabichvili (1). Ce qui lui vaudra une mise à distance de deux années de la part d'Hélène : ayant désobéi en ne suivant pas son injonction de ne pas écrire sur Georges, il fut bien puni, aurait dit la comtesse de Ségur, née Rostopchine !

Une vie de femme. – Continuité brisée : après avoir dit tout ce qui pouvait être connu de ce qui était le drame de sa mère (on ne sait pas où est le corps du grand-père), Emmanuel Carrère révèle maintenant la vie conjugale de ses parents et la personnalité de son père, Louis. Enquêteur par vocation, obsédé par sa famille, qu'elle soit paternelle ou maternelle –, il faut transmettre ce que l'on sait de ses ascendants – l'écrivain revient donc à ses premiers amours, ses parents mais surtout sa mère extraordinaire, dont il est l'aîné des enfants. On apprend qu'Hélène, mariée, aima quelqu'un d'autre et qu'elle renonça au divorce pour ne pas exposer son mari au suicide. Après quoi ils firent « *chambre à part* » : en nous imposant cette révélation, deux ans après la mort de ses parents, Carrère surprend le lecteur.

Les bonnes notes à l'école, obsession justifiée de ceux qui recherchent « l'assimilation », Hélène s'en fichait : l'important, c'était de lire. L'assimilation, elle s'en était chargée elle-même dans sa prime jeunesse. Ses enfants iront à l'école publique, elle ne

Emmanuel Carrère. Il évoque les figures de sa mère et de son père avec pudeur et tendresse. »

leur parlera pas russe. Les informations ? Il n'y avait pas de télévision ni même de radio. Ce dernier point étant exceptionnel, on imagine que la situation n'a pas duré longtemps et que le père allait acheter la presse. Lorsqu'il était à Paris. Car le père d'Emmanuel ayant fait toute sa carrière dans les assurances, il était souvent absent, partant en province. Certains détails de la vie de Louis, mari décrit comme mal traité par son épouse, sont pénibles à lire. Minuscules révélations à peine compensées par le récit de la gloire partagée.

Les enfants, comme tous les enfants, n'aiment pas que le père soit absent, car ils pensent que leur mère est triste. Alors, les petits Carrère avaient le droit de transporter leurs matelas dans la chambre d'Hélène et de « faire kolkhoze » en étant blottis les uns à côté des autres, d'où le titre du livre : un kolkhoze était en URSS une « ferme collective ».

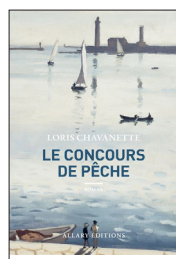
À Jeanne-Garnier. – La dernière partie du livre est sans doute la plus émouvante. Tout cet amour, toute cette longue histoire, et finalement la Grande Hélène, qui sait qu'elle a un cancer, va être admise dans le centre de soins palliatifs Jeanne-Garnier, avenue Émile-Zola, dans le XV^e arrondissement. Le lecteur du récit d'Emmanuel Carrère va ainsi entrer dans sa chambre, mais avec une délicatesse qui fait décidément de ce récit un livre à lire. ■

(1) Emmanuel Carrère, *Un Roman russe*, POL, 2007.

► Emmanuel Carrère, *Kolkhoze*, POL, 2025.

Roman

Savoir raison (de vivre) garder



Loris Chavanette nous avait manqué. Nombreux sont ceux qui connaissent son travail d'historien spécialiste de la Révolution française et du Premier Empire. Qui-conque a lu son *Danton et Robespierre* n'a pu que se laisser happer par sa plume incarnée, combinée à la solidité intellectuelle et historique. Et dans son précédent roman, *La Fantasia*, il nous plongeait dans l'Algérie des années cinquante avec un beau portrait de femme, Marianne.

Le Concours de pêche parvient tout autant à nous séduire. L'auteur nous conte l'histoire d'un homme, Alexandre, en proie à un chagrin amoureux. Les mots ciselés de Loris Chavanette ont un goût d'universel :

« Je venais de perdre la femme que j'aimais et à laquelle j'étais prêt à consacrer mon existence. Si encore elle avait essayé de me rattraper dans la rue humide, je lui aurais tout pardonné du moment qu'elle ne m'abandonne pas. » Et cette phrase magnifique : « Je savais au fond de moi que j'entrerais dans un long et rigoureux hiver. »

Direction Sète. – Le malheureux va tenter de sauver ce qui reste de son cœur à Sète. Ce sera la voie de la résurrection, couplée à la voix de la mer. « Il n'y a que dans ces îlots méditerranéens qu'une pareille ardeur se rencontre : le climat déteint sur le tempérament, qui garde quelque chose d'embrasé », écrit justement l'auteur.

Cette reconstruction va passer par une partie de pêche, avec d'autres personnes. Et, là, le verbe « conter » se justifie parfaitement. En effet, Loris Chavanette parvient à développer une histoire rythmée, avec des péripéties, sous le fougueux et parfois tragique soleil du Sud, mais surtout à redorer le blason d'un genre littéraire passablement négligé en France actuellement : le roman initiatique.

La rencontre qui change un homme. – Alexandre va rencontrer Jonas, un vieux sans-abri moqué par tous, qui va donner une nouvelle tonalité au défi de la pêche : c'est la couleur de l'humanité rejetée et qui ne ploie jamais, c'est l'odeur de l'amitié inconditionnelle, profonde car simple et droite dans ses bottes, c'est la découverte régénérante car Jonas apprend à autrui à vivre, lui qui a survécu à tout, à l'instar du prophète biblique avalé par une baleine puis « délivré ». Dans le regard de Jonas « percevait une forme de nostalgie, un art d'appréhender et sentir les choses ». Sentir la vie. Et transmettre cette pulsion vitale au héros. Comme chez Zorba le Grec de Nikos Kazantzakis pour qui « l'homme doit avoir un grain de folie, ou alors il n'ose jamais couper la corde et être libre », Jonas n'a que faire des faussetés du monde, des hypocrisies en tous genres. Il n'aspire pas à entrer dans le moule des bonnes gens qui « n'aiment pas que l'on suive une autre route qu'eux », comme le chantait Brassens. Jonas est un être revenu de tout (et donc du pire !) et c'est pour ça qu'il sait vivre, « survivre » même, c'est-à-dire vivre plus fort, plus librement, à la manière sans manières des personnages inoubliables de Marcel Pagnol.

À son contact, Alexandre va se requinquer mais aussi apprendre à saisir le pouls de l'existence et de la nature. Cette « nature qui broie et brise l'humain est la même qui lui redonne l'espoir et le sourire », note l'écrivain. Et peu importe qui perd ou gagne une partie de pêche, l'important est de retenir que « la bonté humaine demeurera éternellement la toute première forme d'art ». ■

INDIANA SULLIVAN.

► Loris Chavanette, *Le Concours de pêche*, Alary éditions, août 2025.

Le carnet

■ **À paraître.** – Parmi les publications annoncées dans les prochaines semaines, on retiendra : la réédition du recueil de nouvelles de Jean de La Varende, *Heureux les humbles* (Via Romana, novembre), récit de neuf Normands, héros modestes, mais prêts à tout pour sauver leurs amis ou marquer leur fidélité à leur roi ou à leur reine ; le volume d'*Œuvres* de Roger Nimier, enfin publié par Gallimard (octobre) dans sa collection Quarto, 1 200 pages pour régaler les amateurs ; le recueil de contes de Noël de Fabrice Hadjadj, *Le Berger perdu et autres contes* (Salvator, octobre) pour ceux qui envisagent Noël autrement que comme « une fête du fric » ; et, bien sûr, le retour en version illustrée du *Petit Traité sur l'immensité du monde* de Sylvain Tesson (Éd. des Équateurs, octobre) pour faire enrager les précieuses ridicules qui pétitionnent dans *Libération* contre notre écrivain voyageur.

■ **À la fin de l'envoi, je touche !** – Gérard de Cortanze, à qui nous devons déjà – entre autres ouvrages – *Le Roi qui voulait voir la mer* (Albin Michel, 2021), s'est lancé sur les traces du bretteur le plus célèbre des lettres françaises, *Savinien de Cyrano, sieur de Bergerac* (Albin Michel, septembre 2025). Le vrai Cyrano (1619-1655), n'avait rien à voir avec le héros de Rostand ni avec la Gascogne, mais sa vie fut aussi un roman. Cortanze restitue parfaitement le climat d'un Grand Siècle où l'air était viv et où les poètes ne dédaignaient pas de tirer l'épée.

■ **Dans les revues.** – On attend avec gourmandise la prochaine livraison des *Cahiers Saint-Exupéry* qui rendront compte du colloque international consacré fin 2024 à notre poète aviateur autour du thème : La fabrique des héros (<https://www.editions-astronome.com/livre/cahiers-saint-exupery-9/>). Signalons enfin le copieux article de Christophe Mercie, dans le dernier numéro de *Commentaire* (n° 191, automne 2025) sur les essais littéraires d'Aragon, publiés récemment dans *La Pléiade*. A quand la publication dans la même collection de l'œuvre de Maurice Barrès, inspirateur – entre autres – d'Aragon ?

PAUL GILBERT.





© MAISON GRAND-DUCALE DE LUXEMBOURG

Des royalistes contre les nazis (81)

Paul Dungler (1) - L'Alsace

par François-Marin Fleutot.

Quand l'Alsace revient à la France, en 1918, son identité est menacée par les autonomistes, qui travaillent pour le retour de l'Allemagne, et par la gauche radicale qui veut, à toute force, imposer à la région le moule républicain. Les royalistes organisent l'offensive contre ces deux périls.

Après la défaite de 1870, la République française, représentée par Adolphe Thiers (1797 †1877) et Jules Favre (1809 †1880), signe, le 10 mai 1871, le traité de Francfort avec le chancelier impérial Otto von Bismarck (1815 †1898). Une des clauses est l'abandon des provinces de l'Est à l'Empire allemand. Les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (à l'exception de l'arrondissement de Belfort), de la Moselle (Sarreguemines, Metz, Thionville, Château-Salins, Sarrebourg – moins 9 communes –, et 11 communes de la Meurthe-et-Moselle de l'arrondissement de Briey deviennent territoire impérial, *Reichsland Elsaß-Lothringen*. L'Empire applique certaines lois françaises d'avant l'annexion. Les députés alsaciens et lorrains au *Reichstag* se battent pour faire reconnaître leur identité particulière. Au point qu'en 1911 l'Alsace-Lorraine devient un État constitutionnel dans le cadre de l'Empire (avec un *Landtag*-parlement). Avant la signature de l'Armistice de 1918, les mouvements révolutionnaires d'Allemagne (révolte spartakiste à Berlin, République des conseils en Bavière) étendent leurs soviets en Alsace-Lorraine. Du 9 au 22 novembre, le drapeau rouge flotte sur la cathédrale de Strasbourg. Le *Landtag* proclame l'indépendance et constitue un gouvernement (Conseil national souverain). Après la signature de l'Armistice, l'armée française rétablit l'ordre républicain.

Si la monarchie française respectait traditionnellement l'identité des pays du royaume, les gouvernements républicains ne s'en soucient guère. La République, une et indivisible, entend bien que toutes ses lois s'imposent à tous. Dès sa reprise en main, l'intransigeance des administrateurs va conduire au « *malaise alsacien* ». Certains autochtones vont rêver de l'Empire allemand, d'autres d'autonomie, mais la grande majorité s'engage dans la défense de leur identité économique, sociale, médicale et religieuse...

« *Ce jeune Alsacien ira loin car il a le feu qui entraîne et la précision qui fixe.* »

Léon Daudet.

En 1924 se constitue à Paris, derrière les radicaux, le Cartel des gauches. Ainsi, lorsqu'ils veulent imposer les lois de séparation des Églises et de l'État, les Alsaciens descendent tous dans la rue. C'est dans ce contexte que naît, régionalement, l'Action française.

La défense des libertés alsaciennes. – Pendant la Grande Guerre, l'AF conteste toujours la République mais défend l'Union sacrée. En raison de son attitude, le mouvement devient respectable. Au point qu'en 1919, sur des listes d'Union nationale, elle peut constituer un groupe

parlementaire derrière le tonitruant Léon Daudet. Ce ne sont pas les seuls monarchistes élus. D'autres, députés et sénateurs, rejoignent les groupes conservateurs, libéraux ou démocrates-chrétiens. Dès l'armistice, le journal de Léon Daudet et Charles Maurras prend fait et cause pour les lois particulières alsaciennes. C'est Maurice Pujo qui mène la danse dans de très nombreux articles. Comme le souligne l'historienne Thérèse Krempf Puppink : « *Dès 1920, l'Action française compte huit sections en Alsace, quatre dans le Bas-Rhin et quatre dans le Haut-Rhin.* »

Mais son coup d'éclat, qui va la faire connaître régionalement, est la parution en 1921 du *Kalender der Action française für Elsass und Lothringen*, rédigé en allemand pour contrecarrer les directives étatiques qui veulent imposer l'éducation républicaine directe. Peu après, Paul Armsbruster, Jacques Denisane, Jean Eschbach (voir *Royaliste* n° 1202) participent à l'hebdomadaire bilingue, *Le National d'Alsace et de Lorraine*, qui paraît pour la première fois le 25 décembre 1924. De très nombreux jeunes gens vont s'enrôler dans ce combat. C'est Robert Heitz (voir *Royaliste* n° 1291) qui nous donne la meilleure raison de leur engagement : « *Le régime n'est pas la France... C'est la doctrine de l'Action française faite à la fois d'un patriotisme intransigeant et de régionalisme qui a sauvé notre foi en la France.* » Le 26 juillet 1926, le mouvement monarchiste organise un grand rassemblement à Strasbourg. Devant plus de 10 000 personnes, Léon Daudet, place Kléber, juché sur le socle de la statue du général, harangue les patriotes alsaciens contre les menées autonomistes.

Évidemment, tous ces jeunes gens, nés autour du nouveau siècle, vont s'inscrire dans la politique locale : contre l'anticléricalisme, les autonomistes, les commu-

Le royaliste Paul Dungler. De la défense des libertés alsaciennes à la Résistance.

nistes et les lois iniques, pour la reconnaissance de l'identité alsacienne et plus généralement dans tous les combats de l'Action française. Lorsque la Ligue d'AF est dissoute en février 1936, la grande majorité se retrouve à l'Union royaliste d'Alsace.

L'Alsace royaliste. – Dans la vallée de Thann (Haut-Rhin), en mai 1936, le responsable local, Paul Dungler, se présente pour la deuxième fois aux élections législatives. Il arrive second avec 3 274 voix contre 7 207 voix au démocrate-chrétien de l'Union républicaine populaire Charles Hartmann (1891 †1956).

Paul Dungler est un fils de cette vallée de la Thur. Il y est né en 1902 à Thann, dans une famille catholique et francophile. Son père Pierre fabrique des machines-outils pour le monde vinicole. Dès le 7 août 1914 la ville est libérée. Elle subit pendant toute la guerre attaques et contre-attaques. Mais surtout les bombardements allemands qui feront plus de 2 000 victimes civiles. À la fin de la guerre, le jeune homme, titulaire de son baccalauréat, part à Besançon pour préparer Navale. Malheureusement son père décède. Il abandonne ses études et rentre pour s'occuper, avec son frère Julien, de l'entreprise familiale. Les deux frères étendent leurs activités en inventant et fabriquant des machines pour l'industrie textile. C'est dans ce milieu qu'il se lie d'amitié avec Marcel Kibler (futur chef des FFI d'Alsace), le fils du maire de Saint-Amarin, directeur technique de l'entreprise d'impression sur tissu Breteuil, et de Paul Winter, de Mulhouse (ingénieur textile) qui deviendra le commandant Daniel, libérateur de sa ville natale et chef régional FFI.

Dès 1923, Paul Dungler s'inscrit à l'Action française. En 1930, année durant laquelle il se marie avec Marguerite Bachmann, il devient président de la section d'AF de Thann. Il le restera jusqu'en 1940. Ses amis Kibler et Winter, etc., font de même. Très rapidement, il réunit une équipe de 200 Camelots du roi constituée d'ouvriers et d'employés. Dungler fait de très nombreux discours en alsacien. Inlassable militant, il se présente aux élections de 1932 et obtient 1 500 voix, puis à celles de 1936 (voir plus haut).

A-t-il fait partie de La Cagoule? Pour ma part, j'ai quelques doutes. L'Action française a condamné et dénoncé l'Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale (Osarn), appelée Comité secret d'action révolutionnaire (Csar) par la presse, et, d'une manière dépréciative, La Cagoule, par Maurice Pujo. Le mouvement monarchiste se méfiait beaucoup des cagouleurs et eux-mêmes de l'AF. Or, Paul Dungler n'a jamais cessé de donner

aux souscriptions en 1937-1938-39. Pendant toutes ces années, il fait toujours des conférences où il est présenté comme le président de l'Union royaliste d'Alsace de Thann. En 1938, il est même à Dijon pour la fête des rois en présence de Charles Maurras qu'il retrouve à Strasbourg, la même année, en présence de monsieur Schlatter, de l'Association Sully (voir *Royaliste* n° 1274). Il est encore présent, le 27 mars 1939, avec son ami Paul Winter pour représenter l'AF à la grande réunion patriotique de Mulhouse.

En janvier 1941, alors qu'il a commencé à organiser le réseau Martial, il passe à l'Action française de Lyon (en présence de Charles Maurras) où il intervient pour expliquer les problèmes alsaciens. De plus, on ne le trouve pas dans les listes cagouleurs. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'a pas eu des contacts avec certains cagouleurs, les milieux dit « nationaux » en regorgent.

Au moment de la défaite, son frère Julien est mobilisé au 2^e bureau de l'ambassade à Berne (Suisse). Il s'occupe particulièrement des services secrets auprès du consul. Paul, lui, est mobilisé dans son entreprise qui opère dans la réparation du matériel militaire. Le 15 juin, il reçoit l'ordre de replier ses activités à Clermont-Ferrand. C'est dans cette ville qu'il entend : « *C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat.* » Il est révolté! Par son frère, il apprend que Paul Armbruster est en Dordogne près de Sainte-Foy-la-Grande. Il décide de le rejoindre au Gabastou (voir *Royaliste* n° 1200). ■

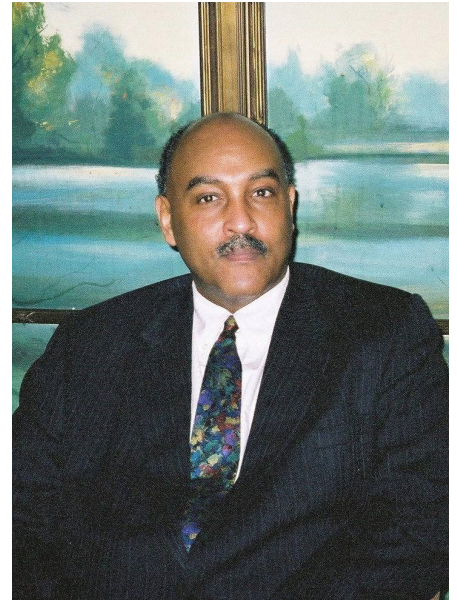
Brèves royales

■ **8 septembre. Londres.** – Troisième anniversaire du décès de la reine Elizabeth II et de l'accession au trône du roi Charles III.

■ **17 septembre. Windsor.** – Visite d'État du président Donald Trump. Le président et son épouse ont été hébergés au château du 17 au 18. Un grand banquet a été donné par le roi Charles III le soir du 17. Deux absences notables, côté britannique : le frère du roi, prince Andrew, et l'ambassadeur du Royaume-Uni aux États-Unis, Lord Mandelson, celui-ci révoqué le 11 septembre, tous deux pour compromission avec le magnat américain Jeffrey Epstein, condamné pour pédocriminalité, décédé en prison en 2019. Selon l'hebdomadaire conservateur *The Spectator*, « *le spectre d'Epstein hante la visite d'État de Trump* ».

Retour en arrière :

■ **27 août. Addis-Abeba.** – Cinquantième anniversaire de la mort de l'empereur d'Éthiopie, Haïlé Sélassié, 83 ans,



Le prince Zera Yacob Sélassié, chef de la maison impériale d'Éthiopie.

en détention depuis son renversement un an plus tôt le 26 août 1974 par une junte militaire d'orientation marxiste. La monarchie avait été officiellement abolie en mars 1975. Les membres de sa famille furent pour la plupart détenus jusqu'en 1988 (pour les femmes), 1989 (pour les hommes). L'empereur a été solennellement inhumé dans la cathédrale de la Sainte-Trinité d'Addis-Abeba le 5 novembre 2000 aux côtés de son épouse. Seuls deux de ses six enfants lui avaient survécu, les deux aînés : la princesse Tegnaworq (1912-2003) et le prince héritier Asfaw Wossen (1916-1997). Le dernier grand témoin proche de l'empereur, la princesse Seble Desta (1931-2023), fille de la première, a comme eux été enterrée à Addis-Abeba.

La succession est actuellement assurée par le prince Zera Yacob, 72 ans, fils du prince héritier. Il n'a qu'une fille. En vertu d'un accord intervenu en 2005, le Conseil de la Couronne, créé en 1993, est présidé par le prince Ermias Sahlé, 65 ans, fils unique de la dernière fille de l'empereur, décédée en 1962. Il a deux garçons (jumeaux) âgés de 33 ans. En 2024, il a lancé une fondation, The Royal Ethiopian Trust. Ils vivent au contact de la diaspora éthiopienne aux États-Unis, en Virginie, près de Washington.

Entre les deux, se situe la descendance du second fils de l'empereur, son préféré, le prince Makonnen (1924-1957), titré duc de Harar. La veuve de ce dernier, Sara, qui était retournée vivre à Addis-Abeba, n'est décédée qu'en 2019. Ils ont eu cinq fils dont deux, le 3^e et le 4^e, ont des descendants mâles. L'aîné, titré duc de Harar, est décédé en 2021, transmettant le titre à son puîné, Mikhael, 75 ans, vivant à Ottawa. Le cinquième fils, le prince Beede Mariam, 68 ans, s'est exprimé depuis Addis-Abeba sur la réception



encore controversée à ce jour, selon lui, parmi les Éthiopiens, de l'héritage de son grand-père.

■ **1^{er} septembre. Abidjan.** – La presse ivoirienne rend compte du décès en Italie, le 26 août, de « *Sa Majesté Jean-Gervais Tchiffi Zié* », 73 ans, « *secrétaire permanent du Forum des rois, sultans, princes, cheikhs et chefs* », créé en 2008 par le chef d'État libyen, le colonel Kadhafi, enregistré comme ONG de droit libyen, accréditée auprès de l'Union africaine. « *L'imposture* » avait été soulevée dès 2020. L'intéressé, né dans un petit village de l'ouest ivoirien, Payopa (près de Gagnoa), appartenait à une ethnie acéphale, les Bété, comme l'ancien président Laurent Gbagbo, qui donc ne reconnaissent pas de « *chefs* », contrairement aux authentiques rois Akan du Centre et de l'Est.

MARIE-JO YORK.

La Maison de France

■ **Mgr le comte de Paris a publié, le 17 septembre, une tribune où il s'exprime sur la situation dramatique que vit notre pays.**

L'été a cet avantage qu'il permet de reprendre une peu de recul pour analyser sereinement une situation. Vous l'avez compris, c'est de la situation de notre pays que je souhaite vous entretenir. La France mérite-t-elle ce qui lui arrive ?

C'est le résultat, me semble-t-il, des mauvais choix politiques de ces trente dernières années et malheureusement dans tous les domaines.

Le domaine politique d'abord. Le cadre institutionnel, instauré par le général de Gaulle, avait aidé la France à sortir de l'instabilité politique de la Troisième et de la Quatrième République. Avec le quinquennat, tout cela a volé en éclats. Aujourd'hui, nous en sommes à neuf gouvernements en l'espace de huit ans. La note de notre pays vient d'ailleurs d'être dégradée, en partie pour cette raison.

Le domaine économique ensuite. À force de déficits publics, la dette est devenue abyssale. Il est légitime de se demander s'il est bon de dépenser l'argent que nous n'avons pas. À moins qu'il n'y ait d'autres calculs ? À cela s'ajoute un abandon progressif de notre indépendance énergétique, là même où nous étions en avance : EDF et la filière électricité d'abord, Alstom et la filière nucléaire ensuite. Enfin, notre tissu d'entreprises petites et moyennes est submergé de normes administratives, fiscales ou autres ; à croire que tout est fait pour les empêcher d'exercer leurs activités.

Le domaine social. Toutes ces modifications sociétales, comme l'inscription de l'avortement dans la Constitution ou la fin de vie (mal nommée, car le chrétien que je suis croit en la vie éternelle), présentées

comme un progrès alors qu'elles suppriment toute verticalité nécessaire à un bon développement de l'humanité et qu'elles entraînent l'opprobre sur tous ceux qui osent exprimer un avis contraire. Et que dire des choix politiques motivés uniquement par les intérêts financiers des grands et des puissants, par l'ego de certains décideurs. Comme ces bassines gigantesques ou ces éoliennes qui défigurent nos paysages avec un modèle économique à revoir. Que dire encore de cette immigration qui, même si elle a toujours existé, submerge aujourd'hui notre pays, sans contrôle ni règle de réciprocité ou d'intégration, entraînant une insécurité grandissante sur tout le territoire. Et que dire de nos services publics qui disparaissent de nos territoires.

Le domaine extérieur enfin. Il n'est pas besoin d'être un spécialiste pour remarquer l'enlisement de la guerre contre la Russie, dont personne ne semble vouloir sortir. Et comment aborder le conflit « Israël-Palestinien » de façon raisonnée pour éviter les escalades ? Et encore, comment aider les populations chrétiennes qui subissent tous ces bouleversements, comme en Syrie ?

Vous le voyez, il est temps de nous réveiller. Par notre vote, si jamais nos dirigeants nous laissent encore cette possibilité de choisir, nous devons inverser la vapeur et soutenir les politiques qui sont prêts à poursuivre le bien de la France et des Français. Au-delà de cette première étape, renouons le pacte entre les Français et la Famille royale.

Il y a 75 ans, la Famille royale reprenait le contact avec le pays après 64 ans d'exil. Depuis, ma famille vit au cœur de la France et est associée aux moments joyeux et difficiles que vit notre pays. Sa réalité ne nous échappe pas.

La monarchie ne résoudra pas tout tout de suite, mais elle mettra notre pays sur le bon chemin. C'est dans sa nature de travailler pour la France et les Français, de défendre le droit des gens avant l'intérêt des grands. Sa vertu c'est la justice, son moteur c'est la confiance, son cadre ce sont des règles simples connues de tous.

Elle s'inscrit dans la longueur et peut apporter la stabilité nécessaire pour avancer dans la liberté. Elle recherche à la fois le bien de chacun et celui de la société tout entière. En faisant les choix justes et nécessaires, elle peut gérer les équilibres pour une France prospère à l'intérieur et paisible à l'extérieur.

Pour consulter cette tribune en ligne sur le site du Prince : <https://comtedeparis.com/>

■ La famille d'Orléans et le Brésil

Du 25 juillet au 2 novembre 2025, le Musée Louis-Philippe organise l'exposition *Le Brésil à Eu, un empire en héritage*. Elle s'appuie sur les collections du musée héritées du comte et de la comtesse d'Eu.

Cette dernière était la fille de l'empereur du Brésil Pedro II, qui régna un peu moins de soixante ans et fut soucieux de développer son pays en lui donnant une identité propre, détachée de l'ancienne tutelle portugaise. Le Musée Louis-Philippe abrite une partie des collections dont sa fille hérita à sa mort en 1891.

Après l'abdication de Pedro II en 1889, la famille impériale se réfugia en Europe. Le comte et la comtesse d'Eu achetèrent le château d'Eu qui devint selon les mots de l'historien Carlos Lima Junior « *un grand mémorial nostalgique de la période impériale* ».

C'est un aperçu de cet empire en miniature, composé de cartes, d'objets archéologiques, de parures de peuples amazoniens, de tableaux, de livres et de photographies que vous pourrez découvrir.

Musée Louis-Philippe – Château d'Eu, place Isabelle d'Orléans-Bragance, 76260, Eu. Fin de l'exposition : 2 novembre.

La Nouvelle Action royaliste

Le souvenir de Ferdinand-Philippe d'Orléans



■ **Samedi 6 septembre. Neuilly.** – Une délégation du comité directeur de la NAR conduite par Bertrand Renouvin s'est rendue Porte Maillot à Paris (75017) et à Neuilly-sur-Seine (92) sur les pas de Ferdinand-Philippe d'Orléans, fils aîné du roi Louis-Philippe décédé accidentellement le 13 juillet 1842. La délégation a découvert la chapelle Notre-Dame-de-Compassion construite en 1843 et la statue à son effigie érigée en 1845 à Alger et installée à Neuilly en 1974.

■ Comité directeur et conseil national.

• Le séminaire annuel du comité directeur de la NAR aura lieu les 28 et 29 septembre. Nos adhérents recevront prochainement les comptes rendus de ces réunions.
• Une réunion du conseil national de la NAR sera prochainement programmée (date dans un prochain numéro).

■ Notre souscription 2025.

La liste de souscription que nous publions ci-dessous correspond aux contributions que nous avons reçues entre mai et fin août. Nous remercions vivement les lecteurs et les amis qui ont souhaité répondre immédiatement à notre appel.

Cette liste atteint pour le moment un peu moins de 4000 euros. Il reste donc un vigoureux « coup de collier » à donner pour atteindre le chiffre de 10000 euros qui est nécessaire pour équilibrer notre budget 2025. Nous comptons sur vous.

1^{re} liste de souscripteurs

David Arnaud : 100 – Jean-François Asselin : 100 – Bernard Barbiche : 50 – Alain Barré : 50 – Gérard Bellebeau : 40 – Jean-Pierre Bomy : 50 – Philippe Cailleux : 40 – Serge Cattet : 30 – Arnaud Chabalière : 8 – Anonyme Normandie : 200 – Norbert Col : 50 – Denis Cribier : 10 – Jean-Pierre Dauvergne : 30 – Jean-Pierre Dauvillier : 50 – Marc Desaubliaux : 300 – Jean-Louis Dhorne : 20 – Philippe Dillmann : 500 – Manuel Dogo : 20 – Philippe Favre : 150 – France Ferrand-Blaze : 50 – Laurent Gonon : 30 – Martin Hybler : 50 – Alain Jouffroy : 50 – Jacques Lamballais : 10 – Jacques Leflaive : 50 – Guy Leres : 200 – Jacques de Monneron : 200 – Michel Mothes : 50 – Jacques Nikonoff : 50 – Hugues Noël : 45 – Jean-François Pasquier : 30 – Monique Pinçon-Charlot : 45 – Philippe Prebet : 200 – Michel Raguénat de Saint-Albin : 100 – François Renié : 100 – Daniel Rietsch : 150 – Jean-Michel Rommel : 150 – Jacques Roué-Daëron : 120 – Anonyme Suisse : 25 – Gregory Thomas : 30 – Jean-Marie Tissier : 100 – Stéphane Verceiz : 50.

Total de cette liste : 3 683 €

Les Mercredis de la NAR

■ La Nouvelle Action royaliste organise depuis près de 50 ans un cycle de conférences auxquelles participent régulièrement des personnalités du monde politique, du monde économique ou intellectuel. Elles sont enregistrées en vidéo, en présence d'un public restreint (pour être invité, adresser une demande sur le serveur du journal lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr).

Pour accéder à ces entretiens sur la chaîne Youtube de la NAR et s'y abonner, il suffit de suivre le lien : <https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste>

■ Mercredi 8 octobre

Frédéric Farah



Économiste, professeur à l'université de Paris I. Il a récemment publié : *Introduction inquiète à la Macron-économie* (avec Thomas Porcher, Les petits matins, 2019), *Fake State* (H&O, 2020), *No Frexit*, (Fayard, 2024).

Pour une conférence sur le thème : « **Autour d'Albert Camus.** »

Autres conférences

■ Nos amis de la librairie **Gay-Lussac, 49, rue Gay-Lussac, Paris V^e**, en partenariat avec les éditions du Cerf, organisent un

cycle de conférences, et nous invitons nos lecteurs à y participer.

■ Mardi 14 octobre

Yann Raison du Cleuziou



Politiste et professeur à l'université de Bordeaux. Spécialiste de l'histoire et de la sociologie du catholicisme, il a récemment publié : *Une Contre-révolution catholique, Aux origines de La Manif pour tous* (Seuil, 2019), *À la droite du Père, Les catholiques et les droites de 1945 à nos jours* (avec Florian Michel, Seuil, 2022) et *De la Bonne Presse à Bayard, Cent cinquante ans d'histoire d'un groupe de presse et d'édition catholique* (avec Delia Guijarro Arribas et Charles Mercier, Bayard, 2024).

Pour sa récente **biographie du père Serge Bonnet** : *Vers une église sans peuple* (Le Cerf, octobre 2025) et un recueil d'homélies inédites du père Bonnet.

- à partir de 19 heures : vente et dédicace par l'auteur,
- de 20 heures à 21 heures 30, conférence puis débat animé par Gérard Leclerc. Participation aux frais 5 euros – gratuit pour les acheteurs de livres,
- de 21 heures 45 à 23 h 30, dîner possible dans un restaurant du quartier.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER TROIS MOIS (30 €) SIX MOIS (45 €)

UN AN (70 €) UN AN SOUTIEN (140 €)

VERSION PDF UN AN (45 €) UN AN SOUTIEN (55 €)

Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : ... Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

Royaliste

Directeur politique : **Bertrand Renouvin**

Directeur de la publication : **Yvan Aumont**

Rédaction-administration :

Nouvelle Action Royaliste

Lot 1674

101, rue de Sèvres, 75006 Paris

Téléphone : 01 71 06 32 91

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151-5772

Publié par la **NAR**

Siret : 897 894 127 00017

Édité par **Spfc-Acip**

Siret : 418 382 149 00015

Imprimé par **Atenor**

Siret : 398 678 219 00021

Dépôt légal à publication - CPPAP n° 0425 D 84



D.R.

Par Bertrand Renouvin

Tartuffe conduit le bal

Tous responsables ! Tous coupables ! Sauf l'oligarchie dans ses diverses composantes, politique, affairiste et médiatique...

Avant de faire naufrage, François Bayrou avait accusé les « boomers » d'avoir profité du confort des Trente Glorieuses et d'avoir largement contribué à creuser les déficits publics en reportant le poids de la dette sur leurs enfants.

Son projet de réforme de l'assurance-chômage – encore une – faisait écho à la thématique cent fois martelée de la France paresseuse qu'il faudrait remettre au travail par restriction des droits aux allocations. Dans les médias, on entend dire qu'un chômeur « récidive » lorsqu'il retombe dans le chômage – comme s'il était un délinquant. Par extension, ceux qui reçoivent des aides sociales sont dénoncés comme des parasites évoluant dans un univers de fraude.

Alain Juppé est venu couronner ce festival de dénonciations en pointant la « responsabilité des électeurs » dans l'actuelle confusion parlementaire.

Une population livrée à l'esprit de jouissance et qui, de surcroît, vote mal : la classe dirigeante a bien du mérite, elle qui supporte cet écrasement fardeau et qui doit, pour l'alléger, imposer des sacrifices à ce peuple de cigales ! Seul problème, énoncé par Philippe Dessertine, expert parfaitement habillé et normé : « Personne n'a le courage de faire le sale boulot » pour désendetter le pays. On devine qu'il s'agirait d'une saignée à la manière grecque.

Confronté au rejet massif des dirigeants politiques et à une nouvelle vague de colère sociale, le bloc oligarchique se défend par une mobilisation d'ampleur exceptionnelle, pour laquelle tous les médias sous contrôle affairiste agissent comme des officines de propagande. La tactique est grossière : il s'agit de créer un conflit de générations et de cultiver les préjugés et ressentiments qui pousseront les classes moyennes contre les classes populaires. La relance du problème de l'immigration – qui existe et qu'on laisse s'aggraver – permet d'aiguiser les tensions avec un parfait cynisme puisque le patronat a besoin d'une main-d'œuvre immigrée et surtout clandestine à très bas prix.

Malgré la puissance de ses moyens, la classe dirigeante fait l'objet d'un rejet croissant. Les trois quarts des Français refusent le discours austéritaire qui consiste à imposer de nouveaux sacrifices à des groupes sociaux et à des classes sacrifiées depuis quarante ans. La France compte 5,5 millions de chômeurs. Un Français sur six ne mange pas à sa faim, sept millions de personnes reçoivent l'aide alimentaire et la précarité alimentaire touche 62 % des jeunes de

18 à 24 ans. Le nombre des SDF (350 000) est en augmentation de 145 % depuis 2012. Les deux tiers des salariés perçoivent entre un et deux smic : tel est le résultat de la politique d'allègement des cotisations patronales sur les salaires les plus proches du smic. Dans la fonction publique, objet de la vindicte patronale, la précarité touche 22 % des agents. Quant au parasitisme, on rappellera que 35 à 50 % des personnes qui pourraient bénéficier des aides sociales n'en font pas la demande.

Dans la catégorie fictive des « boomers », on range tous ceux qui ont été sacrifiés au tournant de la rigueur depuis 1983, aux réductions de charges patronales depuis 1993, au mythe de l'équilibre budgétaire et à la « monnaie unique » depuis le début du siècle. Ce sont ces sacrifiés qu'on accuse d'égoïsme, selon la légende de la dette qu'ils feraient peser sur les épaules de leurs enfants. C'est oublier les résultats du travail accumulé par les générations d'après-guerre. C'est oublier que ces générations ont été dépossédées du capital collectif représenté par les entreprises du secteur nationalisé, lors des privatisations commencées par la droite en 1986 et dont la gauche, à sa suite, s'est rendue coupable. C'est cette dépossession, aggravée par les saccages résultant du néolibéralisme, qui va peser sur la tête des enfants et des petits-enfants des « boomers ». J'observe à ce propos que de nouvelles générations étaient dans la rue aux côtés des plus anciennes, le 18 septembre, comme il y a deux ans lors des mobilisations contre la réforme des retraites. Tartuffe est en échec : la guerre des générations n'aura pas lieu.

Soyons sûrs, cependant, que Tartuffe se battra jusqu'au bout. Les concessions de l'oligarchie sont faites pour gagner du temps, dans l'attente de la solution politique qui permettra de préserver l'essentiel. Comme l'écrit Frédéric Farah dans une remarquable étude (1), « l'État est devenu le gardien de rentes acquises » dans une Union européenne vouée à la défense et à la promotion du capitalisme financier. Le démantèlement de la fiscalité sur la transmission des patrimoines est au programme et la volonté de détruire l'État social inspire toutes les « réformes » mises en œuvre depuis plusieurs décennies. Depuis 1995, le syndicalisme de résistance mène d'indispensables actions de retardement. Mais il faudrait une action politique résolue, dont la gauche se montre incapable, pour briser le parti des rentiers. ■

(1). Voir Frédéric Farah : « Une société d'héritiers, le nouveau terreau des inégalités françaises », *Élucid*, 12 août 2025.

Sommaire

Page 2 En attendant Jordan.

Page 3 Travailler pour vivre ou en mourir ? – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 4 La gauche marxiste en France (2). – La politique au crible.

Page 5 L'Europe sans la Commission.

Page 6 Contre le Mercosur. – Taxe Zucman : une fausse solution. – Échos de Bruxelles.

Page 7 L'allée des Peshmergas.

Page 8 La Bulgarie et l'euro.

Page 9 Le prince des ténèbres. – Les Faits marquants.

Pages 10-11 Synthèse : Vers la décivilisation ?



Pages 12-13-14 Les Idées et les Livres : D'où vient le libertarianisme autoritaire ? – Une histoire de l'écologie politique. – Que faire de l'Union européenne ? – Géographie de la France. – *In memoriam* (Gérard Chaliand).

Page 15 Idées : Onde de choc sur l'Amérique.

Pages 16-17 Les Lettres : Emmanuel Carrère et les siens. – Savoir raison (de vivre...) garder. – Le carnet.

Page 18 Les royalistes dans la Résistance : Paul Dungler (1).

Page 19 Brèves royales.

Page 20 Maison de France. – Le souvenir de Ferdinand-Philippe d'Orléans.

Page 21 Comité directeur et conseil national. – Notre souscription. – Mercredis de la NAR. – Autres conférences.

Page 22 Éditorial : Tartuffe conduit le bal.